

L'impérialisme se sert du terrorisme criminel

13 octobre -- La France a été secouée par des attentats aveugles et criminels -- onze morts et 190 blessés depuis décembre. Derrière, y a-t-il une stratégie délibérée visant à déstabiliser le régime déjà instable de "cohabitation" entre le gaulliste Chirac et le président "socialiste" Mitterrand, afin de provoquer l'instauration des mesures d'un Etat policier? Est-ce que ces attentats visent les ambitions impériales du gouvernement français au Liban? Toute cette affaire abonde en contradictions louches et, alors que les services secrets allongent leurs listes de "suspects arabes", ce terrorisme aveugle et indiscriminé ne peut que profiter aux forces les plus sinistres de la réaction raciste et impérialiste française.

Sous prétexte de "lutte antiterroriste", le gouvernement Chirac a mis le pays en état de siège. Les grandes villes, à commencer par Paris, sont quadrillées par des hordes de policiers, gendarmes, CRS et gendarmes mobiles armés jusqu'aux dents. Des milliers et des milliers de gens subissent plusieurs fois par jour contrôles d'identité et fouilles. Les flics, que la loi Pasqua-Pandraud-Chalandon, promulguée le 3 septembre, autorise maintenant officiellement à contrôler n'importe qui n'importe où et n'importe quand, se livrent en toute impunité à l'arbitraire répressif, inévitablement raciste. Ce quadrillage policier n'empêche pas les poseurs de bombes d'agir. Le seul attentat qui ait été déjoué, celui du 5 septembre, l'a été grâce au sang-froid héroïque du conducteur de la rame du RER où avait été déposée la bombe.

Après l'attentat de l'Hôtel de Ville, le 8 septembre, Chirac s'est empressé de déclarer: "Nous devons sans merci engager contre [le terrorisme] une véritable guerre." Mais une guerre contre qui? Pour répondre à cette question évidente et assez gênante pour le gouvernement, la "libre" presse bourgeoise s'est faite l'auxiliaire d'une campagne de désinformation digne du 1984 d'Orwell. Dans leurs "enquêtes" sur les auteurs des attentats, les journalistes ont suivi comme un seul homme, ou peu s'en faut, tous les zigzags de la diplomatie mitterrand-chiracienne au gré des "informations" fournies par les différents services de police: un jour le coupable c'est la Syrie, le lendemain la famille Abdallah



Pascal Alix/SIPA

Le gouvernement Mitterrand-Chirac se sert des attentats criminels, comme celui du magasin Tati (à gauche), pour mettre le pays en état de siège.



AFP

Le gouvernement Mitterrand-Chirac se sert des attentats criminels, comme celui du magasin Tati (à gauche), pour mettre le pays en état de siège.

"Antiterrorisme": mot de code pour l'antisoviétisme en Méditerranée

toute seule, le jour d'après les Iraniens ou l'ASALA, puis à nouveau la Syrie... De même, le "dossier" de Georges Ibrahim Abdallah, accusé d'être le chef des "Fractions armées révolutionnaires libanaises" (FARL) et dont le "Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes" (CSPPA) revendique la libération, se trouve alternativement "vide" ou "accablant".

Justement, une guerre contre qui? Avec le pays déchiré par le racisme anti-Arabe et le chômage, et alors que le gouvernement se prépare à brader les industries nationalisées, ceux qui règnent doivent se doter rapidement d'un appareil de répression fort. Mais l'impérialisme

français a besoin du "terrorisme", et de préférence le plus irrationnel possible. Les attentats ont un sens seulement en tant que provocation géante dont les buts sont à l'opposé même des revendications des mystérieux FARL/CSPPA. Car la croisade "antiterroriste" est aujourd'hui le mot de code pour la course à la guerre antisoviétique en Méditerranée.

UNE ETAPE DANS LA COURSE A LA GUERRE ANTISOVIETIQUE

En France, la croisade antisoviétique, déclenchée dans tout l'Occident impérialiste à la fin des années 70, a d'abord pris la forme, surtout après le 10 mai 1981, d'une campagne hystérique sous la bannière de la guerre froide -- la "lutte contre le totalitarisme soviétique". Mitterrand, qui avait dénoncé Giscard comme étant mou avec les Russes, s'est placé à l'avant-garde européenne de cette croisade en soutenant le "syndicat" des banquiers et du pape, Solidarnosc, dans ses efforts pour renverser de l'intérieur l'Etat ouvrier déformé polonais et ramener ce pays dans le "paradis" capitaliste, et en défendant le "droit" des mollahs et des féodaux afghans à vendre et acheter les femmes comme du bétail et à égorger les instituteurs. En même temps, Mitterrand faisait

agressivement campagne pour l'installation des Pershing en RFA, allant jusqu'à dénoncer le "pacifisme allemand" du haut de la tribune du Bundestag.

Aujourd'hui, les temps ont changé. Il s'agit de passer à la vitesse supérieure: mettre en place et tester les mécanismes de répression et de désinformation de temps de guerre, et commencer à mettre sérieusement au pas la population, et en particulier la classe ouvrière, qui est loin d'eux-mêmes d'accepter l'embrigadement désiré par les patrons et leurs politiciens.

Ce qui est à l'ordre du jour, ce sont les plans d'agression contre les "substituts" de Moscou -- les Etats bourgeois arabes clients de l'URSS, comme la Libye ou la Syrie. A en croire le *Journal du dimanche* (21 septembre), souvent dépositaire des "fuites" organisées par les milieux policiers, "le chef du gouvernement français a déjà fait savoir à l'ambassadeur d'Israël, Ovadia Sofer, que la France serait prête à collaborer dans ce domaine avec Israël et serait en mesure de lancer, seule ou conjointement, des représailles contre des bases terroristes au Proche-Orient". La France s'approprierait-elle à reprendre le rôle, qu'elle tenait avant 1967, de principal fournisseur d'armes à Israël?

Suite page 10

1919-1933

Allemagne: Révolution et contre-révolution

voir page 6

Honneur aux sous-mariniers soviétiques

Le 3 octobre, un incendie éclatait dans un sous-marin nucléaire soviétique à quelque 1000 kilomètres au nord-est des Bermudes. Le lendemain, l'agence de presse soviétique Tass donnait plus de détails, précisant qu'en dehors des blessés, trois sous-mariniers avaient péri dans l'accident, mais qu'il n'y avait aucun danger d'incident nucléaire. La tendance spartaciste internationale a envoyé le 5 octobre un télégramme de condoléances, reproduit ci-dessous, au commandant en chef de la marine soviétique. Le 6 octobre, Tass annonçait qu'en dépit des efforts des navires soviétiques qui luttèrent pour le sauver, "le sous-marin [...] a coulé à grande profondeur". Heureusement, aucune autre perte n'est à déplorer.

5 octobre 1986

A: Mission soviétique auprès des Nations Unies, New-York
Tass, New-York
Ambassade de l'URSS, Washington
Consulat de l'URSS, San Francisco
Ambassade de l'URSS, Paris
Pravda, Moscou
Marine soviétique, Moscou

A l'attention du commandant en chef de la marine soviétique

Nous apprenons avec un profond regret la perte de trois de vos hommes en mission dans l'océan Atlantique. Nous ne doutons pas que la mission du bâtiment était liée à la défense des peuples du monde contre l'impérialisme.

Nous espérons que le bâtiment reste opérationnel pour mener sa mission à bonne fin.

Nous souhaitons présenter nos sincères condoléances aux familles et camarades des marins morts dans l'accomplissement de leur devoir et nous souhaitons bonne route aux membres survivants de l'équipage.

Helene Brosius, secrétaire de la tendance spartaciste internationale

Spartacist League/US
Trotskyist League of Canada
Lega Trotskista d'Italia
Spartacist League of Australia/
New Zealand
Ligue trotskyste de France
Trotskistische Liga Deutschlands
Spartacist League/Lanka
Spartacist League/Britain

Une victoire pour la défense des piquets de grève en Allemagne

Francfort, 1er octobre — Une importante victoire a été remportée pour les syndicalistes allemands et spécialement pour les travailleurs immigrés: un tribunal a rejeté les accusations de coups et blessures pesant contre Fred Zierenberg, ouvrier de la métallurgie et membre du comité central de la Trotskistische Liga Deutschlands (TLD), à la suite de sa défense farouche d'un piquet de grève.

En juin 1984, 500000 ouvriers métallos de l'énorme syndicat IG Metall étaient en grève pour la semaine de 35 heures. A l'usine d'électronique VDO, les patrons ont riposté par un lock-out contre 1400 ouvriers à la production, des immigrés et principalement des femmes. Le 19 juin, les ouvriers contre-attaquaient avec un piquet de grève combatif et fermaient complètement l'usine. En solidarité, la TLD rejoignait le piquet et diffusait sa presse aux grévistes. Le piquet de grève fut violemment attaqué à plusieurs re-

prises par des nervis patronaux, envoyant une jeune femme à l'hôpital, blessée à coups de couteau. Zierenberg défendit avec succès une gréviste et d'autres participants au piquet.

A la suite de l'apparition soudaine et menaçante des flics aux grilles de l'usine, un groupe d'ouvriers turcs empêcha l'arrestation de Zierenberg, bien que la police ait pris son nom. Le patron forgera plus tard une accusation de "coups et blessures" passible de trois ans de prison ou d'une amende de 3000 DM [10000 francs]. Le syndicat IG Metall prit la défense de Zierenberg et paya les frais de justice. Les charges ont été rejetées, mais Zierenberg, en fait, mérite une médaille comme héros ouvrier. Au moment où les ouvriers, internationalement, et particulièrement les ouvriers immigrés, sont en butte à une répression féroce, cette victoire démontre concrètement le pouvoir de la solidarité ouvrière.

— traduit du supplément spécial à Workers Vanguard du 2 octobre



Trotsky

Piquets de grève et lutte de classe

La grève est la forme élémentaire de la lutte entre les ouvriers et les capitalistes, le premier pas vers la libération de l'esclavage salarié. Les piquets de grève, les premières lignes de défense militaire du mouvement ouvrier organisé, ouvrent la voie vers les milices ouvrières indispensables pour écraser les bandes terroristes fascistes, dernières ressources du capitalisme destructeur. Au milieu des batailles de classe tumultueuses des années 30, Trotsky écrivait:

"On ne peut concevoir une grève sans propagande et sans agitation. On ne peut non plus la concevoir sans piquets de grève qui, quand ils le peuvent, agissent par la persuasion mais, quand ils y sont contraints, recourent à la force physique. La grève est en effet la forme la plus élémentaire de la lutte de classes qui combine toujours, selon des proportions diverses, les procédés 'idéologiques' et les procédés physiques. La lutte contre le fascisme est, dans son essence, une lutte politique, qui a pourtant besoin d'une milice comme la grève a besoin de piquets. Au fond, le piquet est l'embryon de la milice ouvrière. Celui qui pense qu'il faut renoncer à la lutte physique doit renoncer tout simplement à la lutte, car l'esprit ne vit pas sans la chair."

— Trotsky, "Où va la France", novembre 1934

Paris et Londres - Manifestations pour libérer un mineur bolivien

A deux reprises cette année, le gouvernement bolivien réactionnaire de Victor Paz Estenssoro a déclaré l'état de siège pour écraser la rébellion des ouvriers et des paysans contre la politique de famine du FMI. Les coups les plus durs de la répression sont dirigés contre les mineurs combattifs des gisements d'étain. L'un d'eux, Eleuterio Gutiérrez est enfermé depuis douze mois dans les prisons puantes de la ville minière d'Oruro.

Élu plusieurs fois délégué aux congrès de la fédération des mineurs, il a participé activement à la grève quasi insurrectionnelle de mars 1985 et s'est présenté aux élections de juillet de la même année sur les listes du POR (Partido Obrero Revolucionario de Lora). Eleuterio a été arrêté chez lui le 18 septembre 1985 sur la base d'accusations fabriquées de toutes pièces et il est maintenu en prison sans procès.

Aujourd'hui, le cas de ce militant syndicaliste revêt une importance cruciale au moment où le gouvernement bolivien accentue sa répression contre tout le mouvement ouvrier.

Le 30 septembre, les militants de la tendance spartaciste internationale ont participé à des manifestations à Londres et à Paris, demandant la libération de Gutiérrez et de toutes les victimes de la répression

en Bolivie.

Ces manifestations étaient organisées à l'initiative de Workers Power, un groupement centriste basé en Grande-Bretagne, qui se dit trotskyste. A Londres, près de la moitié des participants à un modeste piquet en face de l'ambassade bolivienne

étaient nos camarades de la Spartacist League. Ils ont avancé le mot d'ordre "Pour un parti trotskyste bolivien", ce que Workers Power a considéré contraire à l'esprit d'"unité". A Paris, une douzaine de militants de la Ligue trotskyste et plusieurs exilés d'Amérique latine étaient présents avec

seulement une poignée de militants de Workers Power/Pouvoir ouvrier en France.

Des télégrammes exigeant la libération d'Eleuterio Gutiérrez doivent être adressés à: président Victor Paz Estenssoro, Palacio Quemado, La Paz, Bolivie.



La LTF à la manifestation de Paris



La Spartacist League/Britain à la manifestation de Londres.

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Jocelyne Melies, Henri Riemann, Bruce Simon, Jean Thimbault, Fred Zerah.
REALISATION: Jocelyne Melies.
DIFFUSION: Wolf Soler.
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra, 75020 Paris.
Commission paritaire: n° 59267
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Chirac: Serrez-vous la ceinture de chasteté

"Travail, famille, patrie": voilà la sinistre devise du gouvernement Chirac. C'est au nom de l'ordre moral bourgeois que Chalandon, ministre de l'Injustice, décrète que les "drogués" sont des "délinquants" et renforce l'arsenal répressif pour les embastiller dans des hôpitaux-prisons. Cette campagne n'a que peu de chose à voir avec la drogue. Chalandon veut le dépistage obligatoire de la drogue dans les écoles et la transformation des profs en auxiliaires de la police parce qu'il veut une jeunesse "saine" et docile, apte à servir de chair à canon dans la guerre impérialiste contre l'URSS qui se prépare.

Encore une fois, le gouvernement de "gauche" avait montré la voie aux réactionnaires en opérant des rafles gestapistes dans les quartiers immigrés au nom de la "lutte contre la drogue". Mais, aujourd'hui, le gouvernement réactionnaire est "en guerre"... contre toute la population. C'est ainsi qu'une circulaire scélérate diffusée par l'Inspection académique du Val-de-Marne exige un contrôle des titres de séjour des enfants des "ressortissants étrangers": "On doit vérifier qu'on ne fait entrer un jeune militant terroriste sous l'identité d'un élève de cinquième" (*Libération*, 1er octobre). La FEN et les autres syndicats ont le devoir de battre en brèche ces odieuses tentatives de faire des enseignants des délateurs au service de la flicaille! Dépénalisation de l'usage de la drogue!

Comme toujours, la répression bourgeoise "antidrogue" s'associe au puritanisme sexuel, à la défense de la famille bourgeoise et de l'ordre moral en général, le tout sous-tendu par le recours à l'opium du peuple -- la religion. C'est sous l'égide et du gouvernement et de l'Eglise que s'est tenu à Paris, du 11 au 14 septembre, le "congrès international de la famille". L'association PROVE, qui était à l'initiative du congrès, compte parmi ses organisateurs des personnages aussi sinistres que les professeurs Chaunu et Lejeune, dirigeants de l'organisation ultraréactionnaire "Laissez-les-vivre", qui, en mai 1982, manifestaient au coude à coude avec Le Pen contre le remboursement de l'IVG aux cris de "Avorter, c'est tuer".

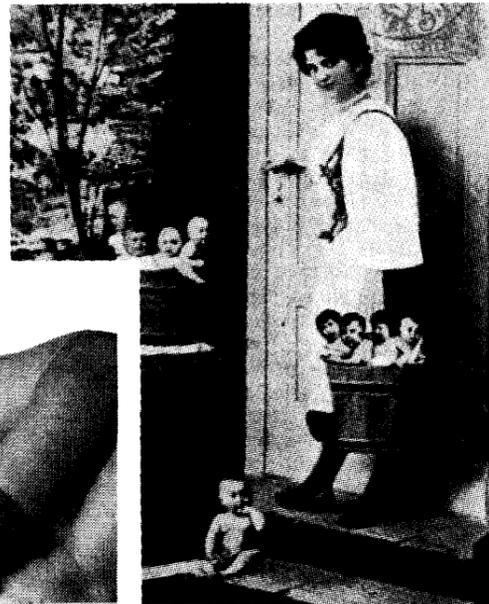
Le pape Wojtyla lui-même, chef "spirituel" de Solidarnosc, ce "syndicat" clérical-nationaliste polonais qui

roule pour la CIA et les banquiers, a soutenu et encouragé ce rassemblement pour "conforter les jeunes dans leur détermination à fonder et à développer une vie de famille saine et féconde sous le regard de Dieu" (*le Monde*, 17 septembre). Un juste retour des choses puisque les Chaunu, Lejeune et autres Foyer défilaient en 1982 avec des badges Solidarnosc, "parce que les Polonais font des enfants, à commencer par Walesa" (*le Monde*, 18 mai 1982).

Le congrès international de la famille représentait un véritable programme de "Kinder, Küche, Kirche": la femme au foyer, sous le joug de l'Eglise, et simple reproductrice de futurs guerriers. Les tenants de cet ordre moral cherchaient à couvrir leur obscurantisme en le parant d'un vernis pseudo-médical. Ainsi était-il question d'un Dr Nathanson et de son film *le cri silencieux*. Ce "document" pseudo-scientifique sert aux USA d'alibi et d'incitation à une campagne de terreur contre les femmes qui avortent, allant jusqu'à attenter à leur vie en plastiquant des cliniques d'avortements.

Le congrès a également défendu la vieille tartuferie de l'Eglise catholique sur la contraception "naturelle" en produisant les deux Diafoirus John et Evelyn Billing, couple de médecins australiens dont le procédé "contraceptif" est à peu près à la gynécologie moderne ce que les saignées de Molière seraient au traitement actuel de la tuberculose. Son seul effet pratique est soit l'abstinence, soit la grossesse. Il s'agit d'un programme dangereusement réactionnaire: les flics (qui ont enlevé les jeunes du Forum des Halles le printemps dernier pour les "protéger" de son climat "polluant") pourraient très bien être appelés à le faire respecter par la force. La position des marxistes en ce qui concerne les questions comme la religion et la sexualité a été brièvement résumée par Marx lui-même en 1875 dans sa *Critique du programme de Gotha*: "Chacun doit pouvoir satisfaire ses besoins religieux tout comme ses besoins corporels, sans que la police y fourre le nez". Mais le Parti ouvrier avait là l'occasion d'exprimer sa conviction que la bourgeoisie "liberté de conscience" n'est rien de plus que la tolérance de toutes les sortes possibles de liberté de conscience

Propagande nataliste xénophobe dans la France d'avant 1914 et la France des années 1980. Le même message: la sexualité des femmes = Fermer les yeux et penser à la France -- Emprisonner les femmes dans la domesticité.



Il n'y a pas que le sexe dans la vie.



religieuse, tandis que lui s'efforce de libérer les consciences de la fantasmagorie religieuse."

Désormais, le quatrième enfant comptera pour une part entière dans le calcul du revenu imposable, ce qui profitera à quelque 100 000 foyers, généralement aisés. De plus, une allocation de garde domestique sera accordée sans condition de ressources aux familles assez fortunées pour pouvoir employer quelqu'un pour garder leur enfant à domicile. Ce sont là des mesures de classe: pas question de crèches gratuites ouvertes 24 heures sur 24 pour les femmes travailleuses! Et pour renforcer la famille, l'avantage fiscal accordé au premier enfant des parents célibataires sera limité.

La "préoccupation nataliste", depuis la "commission de la dépopulation" de 1901 et la loi d'assistance aux familles nombreuses de 1913, née avec le revanchisme antiallemand, est indissociable du chauvinisme français. Et du racisme -- comme en témoignent les élucubrations hystériques du *Figaro magazine* sur la soi-disant multiplication en France des familles d'origine maghrébine. Cette "préoccupation" ultrapatriote

unit partis bourgeois, réformistes laïques et réaction catholique. Le front populaire de Mitterrand a maintenu la loi Veil sur l'avortement qui condamne 100 000 femmes par an à des avortements clandestins à cause de ses conditions restrictives: clause de "conscience" des médecins, (utilisée comme prétexte pour refuser des avortements dans les hôpitaux), consentement des parents obligatoire pour les mineures, refus du droit à avorter pour les femmes étrangères, limitation à dix semaines, entretien obligatoire, etc. Il faut balayer tout ce système hypocrite de restrictions: contraception et avortement libres et gratuits, y compris pour les mineures et les immigrées.

Le système capitaliste est en pleine décadence. Dans le pays de la grande Révolution française, la police lyonnaise rafle les malades mentaux pour protéger sa sainteté le pape contre... une prophétie de Nostradamus! L'exploitation et l'oppression, la réaction interne qui accompagne la militarisation antisoviétique à outrance -- c'est tout ce que ce système pourri peut offrir aux masses. C'est la révolution socialiste triomphante qui en finira avec ce cauchemar!

Le pourrissement social-démocrate du PCI de Lambert

Le PCI (ex-OCI), qui a pour patron le faux trotskyste Pierre Lambert, est entré dans une crise qui pourrait s'avérer mortelle. Ce groupe social-démocrate, tristement célèbre pour son antisoviétisme virulent et son gangstérisme contre presque toutes les autres organisations ouvrières, risque de mourir de "causes naturelles" et malheureusement pas d'une scission programmatiquement significative. Car, s'il y a des militants qui veulent rompre définitivement à gauche avec le réformisme qui a finalement triomphé dans cette organisation en 1975, ils ne se sont pas encore manifestés. En avril 1984, Lambert excluait

son compagnon de tous les mauvais coups, Stéphane Just, figure n°2 et "théoricien" attiré pendant plus de vingt ans de l'OCI. Son "crime"? Apparemment ses timides critiques contre la liquidation totale du PCI dans la social-démocratie. Mais nous serons les derniers à prendre pour argent comptant les paroles des dirigeants ou ex-dirigeants du PCI. Just et ses partisans se sont regroupés dans un Comité national pour la réintégration des exclus dans le PCI et pour son redressement politique et organisationnel (!)

Puis, en avril dernier, Cambadélis, ancien président de l'UNEF-ID ("syndi-



Purge après purge, Pierre Lambert fait le vide autour de lui.

Rouge

cat" étudiant) et, un temps, dauphin de Lambert, préférait prendre les devants et démissionner. Il entraînait avec lui plusieurs membres du comité central et quelques centaines de militants, endommageant sérieusement le secteur enseignant du PCI et décapitant totalement son secteur étudiant. Une place attendait Cambadélis au comité directeur du PS. Mieux vaut s'adresser au bon dieu qu'à ses saints!

Et, tout récemment, au moment même où l'on parle beaucoup de

guerre de succession au sein de FO (syndicat anticommuniste créé en 1947 avec les fonds de la CIA), une escroquerie vient d'être révélée qui impliquerait quatre responsables du PCI, élus FO au comité d'entreprise (CE) de la caisse primaire d'assurance-maladie de Paris, dans le détournement de fonds du CE -- pas moins de 1,8 millions de francs (cf. *le Monde*, 30 septembre)! Lambert a promptement exclu et de FO et du PCI ses quatre hommes qui auraient été pris

Suite page 4

PCI...

Suite de la page 3

la main dans le sac. Il flotte décidément une irrespirable odeur de corruption autour des combines de Lambert et de son ami Bergeron, le pape de FO!

LES RATS QUITTENT LE NAVIRE

Le dernier gadget de Lambert -- un avatar (particulièrement dégénéré) du "front unique stratégique" -- le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT), dans lequel le PCI s'est enfoui, est un échec. Le MPPT a été proclamé, en 1985, en défense de la démocratie parlementaire bourgeoise menacée par les "solutions extrêmes". Le contenu de collaboration de classe d'un tel programme est bien rendu dans les propos stupéfiants d'Alexandre Hébert, vieux complice "anarcho-syndicaliste" de Lambert et dirigeant de FO en Loire-Atlantique et du MPPT: "Le RPR a toujours affiché un attachement inconditionnel à la forme républicaine de l'Etat. Au cours de la dernière campagne électorale, Jacques Chirac a inlassablement rappelé que nous vivions sous un régime de 'démocratie parlementaire' et l'actuel ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, est à l'origine de la création des cercles 'Jules Ferry pour la défense de la République'" (Ouest syndicaliste, cité dans Rouge n° 1208, 8-14 mai). La "défense" de la "démocratie" avait déjà conduit le PCI à constituer en 1983 une liste électorale ("Nantes d'abord") avec le politicien bourgeois anticommuniste Routier-Preuvost qui, peu après, s'était déclaré partisan de... Le Pen!!

Le programme du MPPT avait donc tout pour séduire les plus anticommunistes des sociaux-démocrates; le MPPT bénéficiait en plus du soutien d'une partie de l'appareil de FO et de moyens matériels importants; néanmoins, il a montré son incapacité à attirer les pans entiers du PS censés être repoussés par les compromissions mitterrandiennes avec les institutions bonapartistes de la Vème République. Il n'a pu rassembler que quelques notables réformistes de troisième zone et les infiltrés lambertistes dans le PS! Son bide électoral de mars dernier (le score le plus bas de l'"extrême gauche") devait finir d'inquiéter cette génération d'arrivistes regroupés autour de Cambadélis, habitués des conseils universitaires de gestion et des salons ministériels. Il y a une fronde dans le royaume de Lambert. Ses barons tombent les uns après les autres.

Dans sa longue carrière politique, Lambert ne s'est jamais révélé être beaucoup plus qu'un syndicaliste borné, avec tous les défauts d'un militant qui pense que le monde "véritablement important" commence et se termine aux frontières de l'hexagone. Mais Lambert a acquis la réputation de bien savoir nager. Et il semble vouloir éviter la mésaventure arrivée à son ex-comparsse britannique Healy, "guide suprême" du WRP exclu de son propre parti par le reste de la direction (voir Spartacist, édition française, n° 23-24). Lambert, tel Cronos, dévore ses propres enfants de peur qu'ils ne le détrônent. Mais à force de faire le vide autour de

lui, il a réduit à chaque fois un peu plus sa direction à une bande servile de bureaucrates sans scrupules, toujours plus cyniques, médiocres et corrompus. On pense inmanquablement au PCF qui, après 30 ans de Thorez et de son régime de purges, s'est retrouvé avec un Waldeck Rochet à sa tête!

LE LAMBERTISME SANS LAMBERT

Stéphane Just peut difficilement faire oublier qu'il a été un rouage clé de ce "parti du Grand Mensonge", qu'il a dirigé avec Lambert des machinations contre d'autres cadres (par ailleurs eux-mêmes bien peu reluisants -- les Varga et autres Berg) dont son patron voulait se débarrasser, tout comme il a couvert de sa plume toutes les pires trahisons de Lambert. "Il faudra qu'un jour je m'en explique en détail", déclare Just dans son opuscule de juillet 1984 "Où en est et où va la direction du PCI?" Mais c'est précisément pour avoir réclamé ces détails (qu'on attend toujours...) que des militants regroupés autour d'un autre cadre exclu du PCI, un certain Lang, se sont retrouvés expulsés du groupe Just! Ils iront créer le Groupe trotskyste pour la reconstruction de la Quatrième Internationale.

Dès qu'ils prononcent le nom de Lambert, Just et Lang s'épanchent en un flot de subjectivisme contre les horreurs cliquistes et organisationnelles de leur ancien boss; mais ils ont beau parler du PCI comme "révisionniste" ou même comme une "organisation social-démocrate propulsée par la franc-maçonnerie", on est bien en mal de trouver en quoi ils se séparent des bases politiques social-démocrates du lambertisme. Et d'abord sur la question russe -- la question clé pour des internationalistes prolétaires. Le même antisoviétisme les conduit à être toujours d'accord avec leur ennemi intime sur la Pologne, l'Afghanistan ou le Portugal de 1975. Dans le plus pur style lambertiste, Lang rend même la bureaucratie du Kremlin coresponsable des menaces de troisième guerre mondiale: "Partenaires dans la défense de l'ordre mondial, champions de l'exploitation et de l'oppression, l'impérialisme et la bureaucratie menacent d'emporter la civilisation humaine dans une catastrophe" (Front unique ouvrier n°9, 12 mai).

Le grand mensonge stalinophobe de la "sainte alliance contre-révolutionnaire" entre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne (réduite à une espèce de bourgeoisie) permet à la fois de rejeter la tâche trotskyste de défense de l'URSS contre l'impérialisme et de soutenir, sous couvert de "révolution politique", tous ceux -- sociaux-démocrates de l'OTAN, mollahs réactionnaires afghans, cléricaux-nationalistes polonais -- qui luttent contre la bureaucratie pour renverser les formes prolétaires de propriété. C'est finalement se retrouver contre l'URSS, du même côté de la barricade que son propre impérialisme!

Sur la question qu'ils jugent décisive -- le front populaire --, ni Just ni Lang ne remettent en question le soutien politique que le PCI lui accorde dans les élections. Just tient même à réaffirmer la justesse de la campagne pour mettre Mitterrand au gouvernement: "En finir avec le gouvernement Giscard-Barre, la Vème République" -- l'habituelle étape "démocratique" vers le socialisme, prétexte à tous les blocs de front populaire.

Toute leur politique est vertébrée par le "front unique stratégique" -- cette perversion lambertiste de la tactique du front unique élaborée par l'Internationale communiste pour démasquer les directions réformistes et enraciner dans les masses le programme et le parti révolutionnaires. Le pompon de la capitulation aux appareils réformistes et du crétinisme parlementaire revient sans discussion à Just: "Il faut adresser à la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale la revendication: décidez que l'Assemblée nationale est souveraine, que le gouvernement émane d'elle et répond devant elle [...]. L'Assemblée nationale serait objectivement en mesure de s'engager sur la voie d'un

gouvernement ouvrier et paysan, de proclamer la république ouvrière et socialiste" ("Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI", 27 août 1984).

Ressortant les gadgets lambertistes éculés ("Lettre ouverte au PC et au PS", "Manifestation devant l'Assemblée nationale", ...), ils rejouent aujourd'hui les démarcheurs en "unité" derrière les directions de collaboration de classe, c'est-à-dire une campagne pour un nouveau front populaire. Ces gens sont sans espoir. Ils n'ont rien compris, tiré aucun bilan. Probablement qu'autour de Just ou de Lang il y a des militants, revenus de leur voyage au bout de l'enfer lambertiste, qui cherchent à comprendre la dégénérescence du PCI et rompre avec son programme social-démocrate. Ils devront extirper les racines politiques de cette dégénérescence. Et, ce faisant, ils devront intersecter le programme trotskyste et la lutte principale de la tendance spartaciste internationale pour reforge la Quatrième Internationale.

LE PCI ET LA LUTTE ANTIPABLISTE

Que Lambert ait pu devenir un dirigeant s'explique surtout par la disparition de dizaines de cadres trotskystes européens, assassinés par les nazis et les staliens pendant la Deuxième Guerre mondiale. Quand la Quatrième Internationale a été détruite en 1951-53 par le révisionnisme pabliste qui cherchait des substituts au parti léniniste et liquidait les trotskystes dans les partis staliens et sociaux-démocrates, Bleibtreu, le dirigeant d'alors du PCI, et la majorité du parti (dont la commission syndicale, le fief de Lambert) étaient du bon côté de la scission. Mais le PCI (comme le reste du Comité international, qui regroupa les forces antipablistes) sera incapable de vaincre le pabliste politiquement (cf. "Genèse du pabliste", Spartacist, édition française, n°3-4). Cette incapacité s'exprima dans la pratique avec le soutien politique scandaleux du PCI, dont Lambert s'était emparé de la direction, à Messali Hadj pendant la guerre d'Algérie. Au lieu d'œuvrer à la construction d'un parti trotskyste en Algérie et parmi les ouvriers algériens en France, Lambert qualifia de "second parti bolchévique" le MNA nationaliste de Messali. Et Lambert ne rompra avec Messali qu'après que ce dernier eut soutenu de Gaulle en 1958. Plus tard, l'OCI fera une faible autocritique de circonstance mais qui caractérisait correctement ce soutien de "pabliste".

Autre test décisif, la situation de type révolutionnaire de Mai 68. L'OCI critiqua avec raison l'avant-gardisme étudiant des pablistes de Krivine. Mais son approche syndicaliste ("La grève générale peut tout") lui interdisait de saisir correctement le fait que la question du pouvoir était posée. Et déjà elle flirtait avec le front populaire en gestation, Lambert faisant un discours au rassemblement de Charléty en ne s'opposant pas aux manœuvres front-populistes de Mitterrand et de Mendès-France -- présent à Charléty.

L'OCI VERS LA SOCIAL-DEMOCRATIE

En 1971, ce qui restait du bloc (devenu complètement pourri) du Comité international éclatait, avec pour prétexte la politique opportuniste du POR bolivien de Lora, qui était parrainé par Lambert. Nos camarades américains de la Spartacist League (dont l'ancêtre était la Revolutionary Tendency, exclue bureaucratiquement du SWP pour s'être battue contre la capitulation du SWP au pabliste aux débuts des années 60) caractérisaient alors l'OCI comme "un courant politique sérieux avec une tendance centriste persistante, c'est-à-dire une pratique opportuniste" (Workers Vanguard n°3, décembre 1971). L'éclatement du CI et le fait que l'OCI, qui affirmait bien haut poursuivre la lutte antipabliste, comprenne encore bon nombre de cadres issus du mouvement trotskyste du temps de Trotsky laissaient espérer qu'au travers d'une lutte interne une partie des cadres de l'OCI pouvaient remettre en question la politique passée de leur organi-

sation et rompre avec son cours droitier. Nos camarades de la Spartacist League -- la Ligue trotskyste de France n'a été fondée qu'en 1975 -- sont donc entrés en contact avec la direction de l'OCI en 1972 en réponse à une invitation lancée par l'OCI et son regroupement international d'alors, le CORQI. Mais, malgré ses promesses verbales, elle se refusa à engager un véritable processus de clarification politique.

Dans leur "Lettre au CORQI et à l'OCI" (Spartacist, édition française n°4, octobre 1974), nos camarades mettaient le doigt sur les déviations de l'OCI qui se transformeront en maladie mortelle. Sur la question du stalinisme, après avoir rappelé que "pour Trotsky, la bureaucratie possède un caractère contradictoire", ils critiquaient l'OCI pour avoir "eu tendance à mettre sur le même plan la lutte contre l'impérialisme et la lutte contre le stalinisme". Contre le "front unique stratégique", ils insistaient sur le danger majeur d'une telle conception: "N'importe quelle autre interprétation [du front unique comme une tactique] se base forcément sur une prétendue capacité latente de la part des partis réformistes ou staliens d'être une avant-garde révolutionnaire -- une proposition centrale du pabliste [...]. Un quelconque fétichisme envers la simple forme du front unique [...] signifie l'abdication en tant que révolutionnaires parce qu'au fond c'est la liquidation du parti d'avant-garde dans la classe par la substitution de telles formes (et d'autres politiques!) au rôle du parti révolutionnaire." Et ils concluaient que c'était "ramener la conception kautskyste [du parti de la classe tout entière] -- une conception qui explique beaucoup de l'attraction de Lambert pour la social-démocratie.

Et quand la direction de l'OCI trouvera de quoi rassasier ses appétits opportunistes avec la formation de l'union de la gauche en 1972, c'est le "front unique stratégique" qui viendra couvrir son soutien au front populaire, via ses "candidats ouvriers". Aux présidentielles de 1974, elle s'obstinera à ne voir en Mitterrand que "le premier secrétaire du PS", alors qu'il était explicitement le candidat de l'union de la gauche -- pour lequel elle votait dès le premier tour au nom de la lutte contre la "division"! Le BP de la Spartacist League votera alors la motion suivante: "Sur la question du soutien à Mitterrand au premier tour dans les élections françaises, l'OCI est en mouvement d'une confusion centriste vers un centrisme droitier ouvert qui contient des appétits réformistes."

L'"affaire Varga" permettra alors à Lambert de court-circuiter la cristallisation d'une tendance de gauche dans l'OCI. Varga, membre du BP de l'OCI, qui développe des critiques formelles de gauche sur la politique lambertiste à l'égard du front populaire (sans rejeter les positions droitières fondamentales de l'OCI -- stalinophobie; stratégie du front unique; conception de la "LOR" comme direction transitoire de la classe ouvrière), est accusé sans preuves par Lambert et Just d'être un agent du GPU et de la CIA. Ce qui permettra d'expulser un certain nombre d'éléments de gauche, les autres se taisant de peur d'être amalgamés avec la clique du douteux Varga (cf. la brochure de la LTF Documents sur "l'affaire Varga").

L'"affaire Varga" planera encore en 1975, empêchant la formation dans l'OCI d'une opposition de gauche contre le saut de cette organisation dans la social-démocratie au moment du Portugal. En pleine situation pré-révolutionnaire, l'OCI s'aligna totalement derrière le PS portugais qui était en train de jouer le même rôle contre-révolutionnaire que les sociaux-démocrates allemands en 1919. Au moment même où le PSP -- financé ouvertement par la CIA -- dirigeait des manifestations (avec des fascistes), brûlant et attaquant les locaux des commissions ouvrières dirigées par le PC portugais, l'OCI écrivait que: "sur les problèmes brûlants de la révolution, aujourd'hui, le PS portugais a engagé un combat qui rejoint les

Suite page 11

SPARTACIST

**LE HEALYSME
IMPLOSE**

— plus —
documents et interview
sur
l'histoire cachée du WRP

10F
port
inclus

Chèque à l'ordre de: "Le Bolchévik"
BP 135-10 75463 Paris Cedex 10

Ports bloqués, cargaison immobilisée pendant trois jours

Dockers US contre Reagan

30000 dockers de l'ILA (International Longshoremen's Association) se sont mis en grève le 1er octobre, à minuit une, et tout ouvrier conscient savait qu'on avait affaire à un affrontement en règle. Les dockers de la côte est des USA, qui ont une énorme puissance de frappe, luttent en fait pour tout le mouvement ouvrier américain. Les compagnies maritimes ont été prises au dépourvu; elles ne s'attendaient pas à ce débrayage. Elles pensaient que les dockers allaient leur lécher les bottes et faire n'importe quoi pour éviter une grève. Les sections de l'ILA sur la côte de l'Atlantique-Sud et sur la côte du golfe du Mexique avaient déjà accepté des concessions -- imposées par les bureaucrates -- comprenant un écart de salaires entre les manutentionnaires du vrac et ceux des conteneurs: le passage de la grille unique des salaires. Mais les dockers ont dit: "Assez de concessions!" Des dizaines de milliers de tonnes de marchandises ont été immobilisées dans les ports. Des piquets de masse combattifs ont fermé les installations portuaires pour les conteneurs à New-York, et, pour une fois, ce sont les jaunes qui ont eu des ennuis (l'un se serait cassé les jambes). On a assisté au début de la plus grande confrontation ouvrière depuis la grève des mineurs américains de 1978-79. Même si les ports de l'Atlantique-Sud et du golfe du Mexique restèrent en dehors de la grève (tout en guettant l'arrivée des piquets volants pour débrayer à leur tour) et même si, après trois jours, la direction de l'ILA a appelé à la reprise du travail, écoeurant nombre de grévistes combattifs, les patrons n'en ont pas fini avec les dockers. La date d'expiration du contrat collectif a été repoussée, "gelant" ainsi la situation pour 45 jours.

Ce qu'il faut, c'est une grève nationale pour empêcher les patrons



UPI/Bettmann

A Port Elizabeth, New Jersey, les piquets de grève apprennent à un chauffeur de camion comment ne pas être un jaune.

de diviser pour régner. Il faut rejeter les concessions et se battre pour un seul contrat collectif: pour une grille unique alignée sur le plus haut barème! Et il faut faire la jonction avec les dockers de la côte ouest (organisés dans un autre syndicat, l'ILWU). Pendant la grève de l'ILA, l'ILWU est resté inactif, alors que les dockers de Vancouver au Canada, en butte au gel des salaires imposé par le gouvernement, s'attendaient à être lockoutés. L'ILA et l'ILWU doivent être un seul grand syndicat uni. Pour l'unité sur les quais!

Dans le même temps, sur la côte ouest, les ouvriers de l'aéronautique de Boeing, organisés par l'IAM (l'Association internationale des mécaniciens), repoussaient à une écrasante majorité une proposition de contrat collectif. Boeing veut également maintenir

son système de grilles des salaires multiples, contre la grille unique. Etant donné que Reagan est en train de dépenser des milliards dans sa course à la guerre antisoviétique, les trusts de l'aéronautique sont pleins aux as. Ce qui donne aux ouvriers de l'aéronautique un poids considérable. Qu'ils s'en servent! Quand les dockers de l'ILA (dont la direction est tellement conservatrice qu'elle a soutenu Reagan) et les ouvriers des usines d'armement sont prêts à débrayer, c'est de mauvais augure pour la Maison Blanche et les patrons. Il faut fermer Boeing tout de suite! A bas le système de grilles multiples -- pour la grille unique des salaires! Pour la grève nationale de l'aéronautique!

Pendant ces six dernières années de réaction reaganienne, presque

tous les secteurs de la population américaine ont été systématiquement attaqués. D'abord, et entre tous, les Noirs et autres minorités qui n'avaient déjà que peu d'illusions dans le candidat chéri du Ku Klux Klan à la Maison Blanche. Les acquis limités du Mouvement pour les droits civiques ont été dans le collimateur. Le massacre brutal de la commune noire MOVE à Philadelphie est typique des années Reagan. Mais les fantasmes apocalyptiques de Reagan de "guerre des étoiles" ne peuvent être financés uniquement en affamant les pauvres et les assistés sociaux. Les syndicats, alors, ont été visés. En brisant la grève des aiguilleurs du ciel de PATCO en 1981, Reagan a donné le signal à une massive campagne patronale pour revenir sur les acquis et briser les syndicats. Mais, aujourd'hui, il semble bien que Reagan soit sur la corde raide. Il y a un peu plus d'un an, il a scandalisé les Américains en allant sur la tombe de criminels de guerre SS à Bitburg. Aujourd'hui, y compris la plus grande partie de sa majorité républicaine l'a abandonné en rejetant son veto sur des sanctions bidons contre le régime de l'apartheid en Afrique du Sud. Et Reagan s'est mis à dos nombre d'Américains de la *middle class* blanche quand sa Cour suprême, dirigée par le bigot obscurantiste Rehnquist, a ouvert la porte des chambres à coucher aux flics en jugeant constitutionnelles les législations "antisodomie" réglant la vie sexuelle consensuelle des couples "légitimes".

Cela fait un bon paquet de gens qui en ont marre de Reagan et qui sont prêts à dire: "Va te faire foutre!" La possibilité objective existe pour renverser Reagan par une lutte de classe impitoyable, la classe ouvrière se portant à la tête de tous les opprimés.

Quand les dockers se sont mis

Suite page 11

Renault-CKD à Grand-Couronne

Quand LO fait le jaune

Lutte ouvrière, qui se targue de son expérience "unique" d'immersion dans la classe ouvrière, immersion censée protéger la pureté de cette organisation des influences corruptrices du monde extérieur, vient de nous donner un exemple peu reluisant de son "travail ouvrier" dans un article intitulé "Quand l'action syndicale divise au lieu d'unir" (*Lutte Ouvrière* n°956, 27 septembre).

Les 17 et 18 septembre derniers, les travailleurs des docks de Rouen étaient en grève et paralysaient le port. La CGT de Renault-CKD à Grand-Couronne, une usine de conditionnement et d'expédition de pièces détachées de la Régie située sur le port même, avait appelé à une grève de solidarité avec les dockers le 18 septembre, à partir de 2h du matin. Dans la matinée, la route d'accès était bloquée par un barrage de dockers. Quand on est un ouvrier avec un tant soit peu de conscience de classe, on sait que la puissance potentielle de la classe ouvrière réside dans sa capacité d'arrêter la production et on ne brise pas les grèves et on ne traverse pas un piquet de grève. Pas plus qu'on ne contourne furtivement le piquet pour aller faire le jaune.

Et pourtant, Démocratie ouvrière, le syndicat dirigé par LO au CKD, a brisé la grève appelée par la CGT,

que Lutte ouvrière dénonce dans son article en essayant de couvrir son refus de manifester la plus élémentaire des solidarités ouvrières: "Mais le moins que l'on puisse dire est que l'action de la CGT de la semaine dernière [du 18 septembre] n'était faite ni pour convaincre ni pour entraîner et unir les autres travailleurs de la zone. Elle a plutôt eu pour effet de les diviser" (*Ibid.*) La grève, c'est bien connu, divise les ouvriers en deux camps: les grévistes et les jaunes! LO s'étonne qu'un de ses militants, dirigeant de Démocratie ouvrière-CKD, ait été exclu d'une manifestation de dockers et d'ouvriers du port organisée le même jour par la CGT. Nous ne savons pas quelle justification la CGT a pu donner à cette exclusion. Mais un jaune n'a rien à faire dans une manifestation de grévistes!

Pour LO, il faut donc éviter cette "division" funeste en remplaçant les piquets de grève par des "armes" moins dangereuses comme les "piquets filtrants" inefficaces des bureaucrates réformistes que LO applaudissait au CKD en 1984: "Tout le monde a approuvé ce blocage des camions, qui gênait la direction sans bloquer les travailleurs qui ne souhaitaient pas faire grève totalement" (*Lutte Ouvrière* n°855, 20 octobre 1984). Et quand il y a des piquets et que

les grévistes se battent pour les défendre contre les flics et les jaunes, LO s'apitoie sur le sort des jaunes, comme pendant la grève des mineurs britanniques (cf. "LO et la grève des mineurs", le *Bolchévik* n°54, avril 1985).

Evidemment, les réformistes, et notamment les staliniens, ont développé toute une série de "tac-

tiques" pour "relâcher la pression" sans faire trop de mal au patronat, "Produisons français" oblige. Comme par exemple les "actions coups de poing", le saucissonnage des grèves en secteurs et en tranches de jours, voire d'heures, ainsi que les "piquets filtrants". Mais quand les directions staliniennes ou social-démocrates

Suite page 11

VIENT DE PARAITRE

Cette brochure rassemble, autour de deux textes inédits en français, une sélection d'articles du *Bolchévik*. La première série de ces articles polémique contre des aspects spécifiques du reniement systématique par Lutte ouvrière des tâches d'une avant-garde trotskyste. La deuxième regroupe quelques exemples de ce que justement un petit groupe de propagande peut faire, avec ses modestes moyens, pour tremper le programme trotskyste dans la réalité vivante de la lutte. Les deux textes que nous avons choisis de traduire constituent une sévère critique de l'économisme, tant du point de vue de la théorie et du programme que de celui des fameuses "méthodes organisationnelles" de Lutte ouvrière.

Pour toute commande: Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10
25F port inclus - Chèque à l'ordre de: "Le Bolchévik"



Les leçons de la lutte de classe: 1919-1933

Révolution et contre-révolution en Allemagne

Nous reproduisons ci-dessous la première des deux parties d'un article qui repose sur des exposés faits par George Foster, membre du comité central de la Spartacist League US, lors de journées d'études qui se sont déroulées fin avril et début mai 1984 à New-York, Chicago et San Francisco. Intitulé "Révolution et contre-révolution en Allemagne", le discours du camarade Foster était l'un des trois exposés consacrés à la question des "guerres et révolutions". Une version revue et corrigée de l'exposé de Joseph Seymour, membre du comité central de la SL, et intitulée "De la Bastille à la Commune de Paris", a été publiée dans le Bolchévik n°53, mars 1985, et n°54, avril 1985.

Première partie

Je vais parler de l'Allemagne de 1918 à 1933 et m'attarder sur trois périodes d'une importance particulière pour les révolutionnaires prolétariens: 1918-1919, quand la question du pouvoir s'est posée pour le prolétariat, mais où manquait avant tout un parti bolchévique déjà formé; 1923, quand le prolétariat allemand avait réussi à se forger un tel parti, mais où la direction de ce parti n'a pas été capable de tirer avantage des crises révolutionnaires qui ont ravagé l'Allemagne cette année-là; enfin, la période de 1929 à 1933, quand le Parti communiste d'Allemagne (KPD) désarmé politiquement par le stalinisme s'est avéré incapable de conduire le prolétariat au pouvoir et a eu, au contraire, une politique qui a pavé la voie à Hitler et au fascisme.

Pour pouvoir aborder ces questions d'un point de vue marxiste, il faut connaître un minimum l'histoire de l'Allemagne. Jusqu'en 1871, il n'y avait pas de nation allemande unifiée. En effet, depuis le congrès de Vienne, réactionnaire, en 1815, jusqu'à 1871, l'Allemagne était morcelée en près de quarante petites principautés. La réaction y avait triomphé



Soldats et marins révolutionnaires à Berlin en 1919.

BBC Hulton

en 1815 et triompha à nouveau en 1848 avec la peu glorieuse apparition de la bourgeoisie allemande sur la scène historique, en même temps que le prolétariat. Comme elle craignait le prolétariat, en particulier le prolétariat français insurrectionnel, la bourgeoisie allemande fit un marché avec la réaction bureaucratique-féodale. La conséquence en fut qu'elle eut à faire marcher le commerce et l'industrie dans un pays divisé en quarante Etats avec chacun ses propres lois, monnaies et règlements commerciaux.

Quand le capitalisme allemand

commença à se développer, il se heurta violemment aux murs de la prison qu'il s'était lui-même imposée. L'unification de l'Allemagne devint une nécessité économique impérieuse. Mais, encore une fois, la bourgeoisie allemande abdiqua son rôle historique. L'Allemagne fut unifiée par le haut, en 1871, par l'absolutisme prussien. On peut faire un parallèle entre Bismarck, chancelier du Kaiser prussien Guillaume Ier, et Napoléon III, en France. Le régime de Napoléon III, en ruinant le pouvoir politique de la bourgeoisie, consolida sa prédominance sociale. Bismarck, d'une manière

similaire, réalisa le programme national et économique de la bourgeoisie, et, en échange, la bourgeoisie se contenta d'un parlement sans pouvoir et d'un Etat dominé par l'absolutisme prussien. Le Reichstag allemand était en effet, selon les termes de Wilhelm Liebknecht, "la feuille de vigne de l'absolutisme".

Avec l'unification de l'Allemagne et les énormes indemnités de guerre dont bénéficia le pays après la défaite des Français dans la guerre franco-prussienne, le capitalisme allemand connut un grand essor. Avant l'unification, l'Allemagne était un pays essentiellement rural. Mais, à la veille de la Première Guerre mondiale, elle était devenue le bastion industriel de l'Europe, avec l'important prolétariat que cela impliquait.

Au moment où, en 1890-91, Guillaume Ier et Bismarck durent quitter la scène, il se produisit deux choses importantes. Il y eut une petite effervescence des forces libérales bourgeoises qui fut écrasée dans l'oeuf par un compromis de plus entre les junkers et la bourgeoisie. Il porta cette fois sur une politique d'expansion coloniale et de course aux armements navals avec les Britanniques. L'autre chose, c'est que la loi antisocialiste imposée par Bismarck fut abrogée, permettant au Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) de se développer considérablement.

Cette légalisation et la croissance qui s'ensuivit s'accompagnèrent de succès électoraux qui finirent à la longue par enfermer le parti dans la voie du réformisme parlementaire. Hier, le camarade Samuels a parlé de tous les signes alarmants qu'avait donnés le SPD au fur et à mesure qu'il glissait vers le réformisme. Certains de ces signes sont apparus très tôt. En fait, la première chose que publia le SPD à peine entré dans la légalité fut les oeuvres complètes de Lassalle, chose que Engels n'a guère appréciée.

En 1895, dans sa préface aux *Luttes de classes en France (1848-1850)* de Karl Marx, Engels, tout en se félicitant des succès parlementaires de la social-démocratie allemande, s'inquiétait sérieusement de ce que le parti s'éloignait de plus en plus de la tradition révolutionnaire. Les dirigeants du SPD, de peur que cette préface ne donne au gouvernement un prétexte pour de nouvelles lois antisocialistes, supprimèrent de cette introduction toutes les références au rôle de la force pour déterminer quelle classe va finalement prendre le pouvoir.

Dans cette même préface, Engels a aussi exprimé de graves préoccupations quant au désavantage militaire de la révolution prolétarienne face aux armées permanentes modernes, équipées en armes à tir rapide et en artillerie. Il pensait qu'on ne pouvait surmonter cette situation désavantageuse que si elle était compensée par d'autres facteurs. Principalement, puisque l'armée prussienne était le pilier central de l'aristocratie prussienne en Allemagne, ce qu'il fallait c'était la faire éclater politiquement, de l'inté-



La guerre de tranchées de 1914-1918: le massacre impérialiste sur grande échelle de la classe ouvrière européenne (à gauche). Des soldats allemands et russes fraternisent après la Révolution russe de 1917.

Archives Gerstenberg

rieur. Comme cette armée était essentiellement composée de paysans, il insistait sur l'importance pour le SPD de soulever la question agraire. Ainsi, en 1886, il pressait les députés du SPD à introduire au parlement une résolution demandant que les terres de la couronne soient distribuées à des coopératives et à des ouvriers agricoles pour exploitation commune.

La ligne de pensée de Engels échappa au SPD. Bebel estimait que c'était perdre son temps que d'avancer une telle politique à laquelle le gouvernement d'alors ne pouvait donner son accord. Mais Engels expliquait: "De fait, aucun gouvernement de hobereaux ou de bourgeois ne réalisera jamais notre projet: il ne lui viendra jamais à l'esprit d'indiquer ou d'ouvrir la voie au prolétariat agricole des provinces orientales, afin qu'il détruise l'exploitation des hobereaux et des fermiers, entraînant précisément dans le mouvement la population, dont l'exploitation et l'abrutissement fournit les régiments sur lesquels repose toute la domination de la Prusse, bref afin qu'il détruise la Prusse de l'intérieur, et ce, jusqu'à la racine!"

"En toute occurrence, c'est une mesure que nous devons absolument proposer tant que la grande propriété foncière y subsiste, bien qu'il s'agisse d'une mesure que nous devons réaliser nous-mêmes quand nous serons au pouvoir [...]. Or cette simple mesure suffirait à ruiner la Prusse -- et plus vite nous la populariserons, mieux cela vaudra." ("Lettre à Bebel, 20-23 janvier 1885", reproduite dans la *Social-démocratie allemande*).

devint, selon l'expression de Rosa Luxemburg, "un cadavre puant". Mais le SPD fit plus que voter les crédits de guerre; il passa un accord avec le Kaiser pour la paix sociale, la honteuse *Burgfrieden*. "Je ne connais pas de partis, je ne connais que des Allemands!", entonnait le Kaiser après la déclaration de guerre. Et le SPD marcha au pas du Kaiser.

La folie du social-chauvinisme frappa le mouvement ouvrier de l'Europe tout entière. L'excuse que trouvèrent les sociaux-démocrates allemands et autrichiens pour soutenir leur propre bourgeoisie fut que la guerre était une guerre de défense du prolétariat allemand contre le tsarisme, bastion historique de la réaction européenne. Tandis que de leur côté, les sociaux-impérialistes de la social-démocratie française, britannique, belge et italienne soutenaient leurs propres impérialismes "démocrates" contre les autocraties allemande et austro-hongroise. Cet extrait d'un article dans un journal syndical allemand, le *Courier*, le 25 octobre 1914, donne une idée du social-chauvinisme qui régnait alors: "Les projets scélérats du vil tsar sanguinaire et sans foi et de ses alliés, ces rusés Japonais, ces perfides Anglais, ces fanfarons de Français, ces menteurs de Belges, ces Boers ingrats, ces Canadiens crâneurs, ces Indiens kidnappés et esclaves, ces zouaves, nègres, et tous autres excréments de la terre sont venus se briser contre le mur puissant de l'héroïsme implacable des troupes allemandes et autrichiennes."

C'est ce qui s'appelle de la propa-



Karl Liebknecht dans une manifestation. Il avait dit aux travailleurs allemands: "L'ennemi principal est dans notre pays."

Malheureusement, dans les faits, le SPD ne poursuivit jamais activement cette politique. C'était une indication de mauvais augure du cours antirévolutionnaire qu'il allait prendre plus tard.

SOCIAL-CHAUVINISME CONTRE INTERNATIONALISME PROLETARIEN

Le 4 août 1914, quand l'entière-té de la social-démocratie allemande vota les crédits pour la guerre impérialiste, la social-démocratie allemande

ganda au service des visées bellicistes de l'impérialisme allemand. Et ces buts n'étaient même pas recouverts du vernis de l'hypocrisie de la démocratie bourgeoise. Par exemple, le 14 août 1914, le roi Louis III de Bavière fit savoir au chargé d'affaires de la Prusse à Munich que la Bavière était intéressée par la partition de l'Alsace-Lorraine et par une partie de la Belgique. Louis III exposait ses plans d'un nouveau territoire bavarois qui inclurait les territoires hollandais et belge et contrôlerait l'embouchure du Rhin. Louis III con-

La mutinerie des marins de Kiel en novembre 1918 déclencha la Révolution allemande. Noske, dirigeant du SPD (s'adressant ici aux marins), fut envoyé étouffer le soulèvement.



voitait aussi le trône de Pologne, sur lequel ses parents de la maison du duc de Wurtemberg avaient aussi des visées. Le roi de Saxe voulait lui aussi un morceau du gâteau, un morceau de l'Alsace-Lorraine et des terres en Pologne, Lituanie et Estonie.

Tous les belligérants de la Première Guerre mondiale s'attendaient à ce que soit une guerre courte de quelques semaines, au pire quelques mois. Mais ce fut au contraire une longue et sanglante guerre d'usure et de blocus inexorable. Les profits grimpaient et les ouvriers tombaient. Les victimes se comptèrent rapidement par millions.

Le plan original de la bourgeoisie allemande n'a pas marché. L'état-major allemand voulait contenir les Russes à l'Est, porter un coup fatal à l'armée française et atteindre Paris en passant par la Belgique. Cela échoua. Les fronts se stabilisèrent et ce fut le commencement de la guerre de tranchées et de l'holocauste de la Première Guerre mondiale, expression de la faillite totale, tant militaire et technique que politique, des classes dirigeantes européennes.

L'aile social-chauvine du SPD soutenait la guerre et essaya d'utiliser ce soutien pour marchander et obtenir de la bourgeoisie quelques réformes. Scheidemann justifiait ainsi cette politique en 1915: "Nous défendons la patrie pour nous l'approprier." Quel contraste entre ces paroles ignominieuses et l'héroïsme de Karl Liebknecht qui rompit publiquement le 2 décembre 1914 avec la discipline du SPD au Reichstag et vota contre de nouveaux crédits militaires.

La guerre impérialiste créa rapidement un profond clivage dans la social-démocratie allemande, entre d'un côté un pôle révolutionnaire prolétarien et anti-impérialiste et de l'autre un pôle social-chauvin et réformiste. Entre ces deux ailes principales, il y avait un centre social-pacifiste qui recruta un nombre crois-

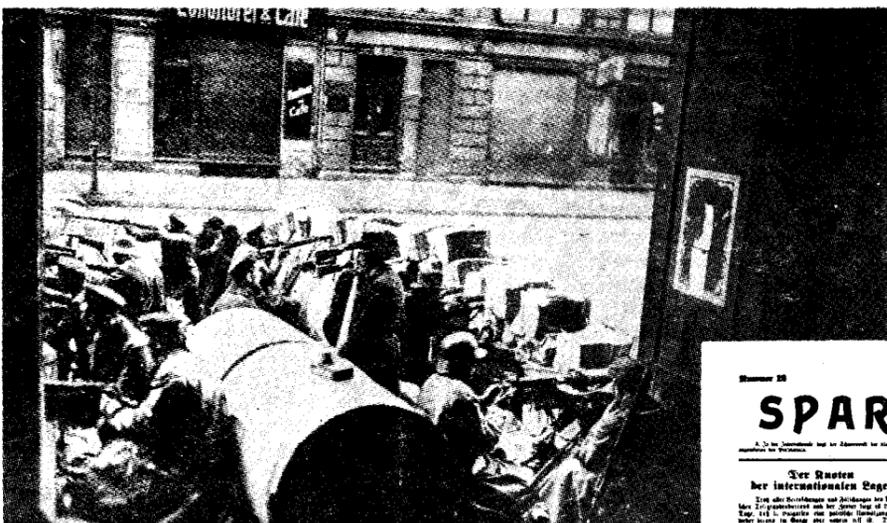
sant de sociaux-chauvins au fur et à mesure que les effets de la guerre se faisaient sentir dans la société allemande.

En décembre 1915, c'est vingt députés qui votèrent contre les crédits militaires. Un mois plus tard, ceux qui s'étaient regroupés autour de Luxemburg et Liebknecht, entre autres Leo Jogiches, Clara Zetkin, Franz Mehring, Eugen Leviné, Wilhelm Pieck, se réunirent et lancèrent la publication des *Lettres de Spartacus*. Le 1er mai 1916, Liebknecht et le Spartakusbund (Ligue spartaciste) organisèrent la première manifestation contre la guerre. Cette manifestation était illégale et Liebknecht fut rapidement arrêté, non sans avoir d'abord crié: "A bas le gouvernement! A bas la guerre!" Pour cet acte d'héroïsme, Liebknecht resta en prison jusqu'en octobre 1918. Le gouvernement réprima durement cette opposition révolutionnaire et arrêta également quelques temps plus tard Luxemburg, Mehring et Zetkin. Mais la prison ne put étouffer ces mots subversifs de Liebknecht: "L'ennemi principal est dans notre propre pays."

En 1916, le premier quartier-maître général Ludendorff devint dans les faits dictateur et mit le pays en état de siège. Le Kaiser était réduit au rôle de simple figurant. Les puissances de l'Entente encerclaient l'Allemagne et la faim s'installa dans le pays. La ration moyenne de calories par habitant, de 3300 par jour avant la guerre, tomba à 1100 en 1918. Et c'est une moyenne. Ce qui signifie que les masses ouvrières dans les villes en avaient beaucoup moins.

Sous les coups répétés de la famine et des millions de morts, la paix sociale commençait à s'effriter et elle s'effondra totalement sous l'impact des Révolutions russes de février et d'octobre 1917. La vague révolutionnaire qui balayait la Russie rencontra un écho de sympathie chez les ouvriers

Suite page 8



Les spartakistes sur les barricades après la prise du siège du SPD, *Vorwärts*. *Spartacus*: la voix de l'internationalisme prolétarien.



Berlin, janvier 1919 -- Manifestation contre la provocation contre-révolutionnaire. Des centaines de milliers d'ouvriers défilent à travers la ville.



Allemagne...

Suite de la page 7

allemands dont la vie était si dure. La chute du tsar et l'apparition des soviets déclenchèrent l'enthousiasme. Le prolétariat allemand sentait bien les similitudes entre la Russie tsariste et l'Allemagne impériale du Kaiser.

En avril 1917, 250000 ouvriers se mirent en grève à Berlin et exigèrent la libération des prisonniers politiques, la liberté de presse et de réunion et l'élection de conseils d'usine. En janvier 1918 à Berlin, ce furent 400000 grévistes, sous la direction du groupe des délégués révolutionnaires, qui saluèrent la révolution russe d'Octobre. Il y eut un million de grévistes à travers le pays. C'était aussi une grève politique pour la paix et le pain, contre la loi martiale et l'autocratie. Les chefs du SPD, au service des patrons, sentirent la terre trembler sous leurs pieds. Ils essayèrent de prendre le contrôle de la grève pour mieux la trahir.

Le prétexte qu'avaient pris les sociaux-démocrates de droite pour soutenir la guerre ne tenait plus. La révolution d'Octobre avait fait tomber l'argument de la défense de la patrie contre le tsarisme. Le traité de Brest-Litovsk, la paix des voleurs, imposé au jeune Etat ouvrier russe par les bourgeois rapaces d'Allemagne et d'Autriche eut un énorme impact sur les ouvriers allemands. Il révélait crûment les buts prédateurs de la classe dominante.

Pour l'état-major allemand, Brest-Litovsk fut une occasion d'annexer de vastes et riches territoires appartenant à la jeune république soviétique encerclée. Cela lui permettait aussi de prélever des divisions sur le front oriental pour tenter l'offensive de la dernière chance à l'ouest. Il voulait briser les armées de l'Entente avant que les troupes américaines entrent dans la guerre. Le commandement suprême allemand lança cette offensive au printemps 1918. Elle échoua et coûta 600000 pertes rien que du côté allemand.

Au début de l'automne, il fut clair que l'Allemagne avait perdu la guerre. Les lignes allemandes étaient enfoncées sur le front ouest. La monarchie des Habsbourg, en fait ébranlée par les batailles des premières semaines de la guerre, s'effondra. Les troupes de l'Entente occupaient toute l'Europe du Sud et il n'y avait rien entre elles et les lignes allemandes qui s'effritaient sur le front ouest. La guerre était finie et la bourgeoisie allemande, qui avait avalé goulument tous les mensonges de l'état-major qui lui faisait croire que tout allait bien, fut atterrée d'apprendre de la bouche



Ebert passe en revue les troupes de choc allemandes. L'affiche réactionnaire dit: "Tuez Liebknecht!"

de la guerre. Les marins, qui ne voulaient pas participer à une mission suicide destinée uniquement à sauver l'honneur de leurs officiers aristocrates, refusèrent donc de lever l'ancre et s'organisèrent en soviets. L'exemple fut suivi dans toute l'Allemagne. Du nord au sud, en passant par Berlin, les soviets se propageaient comme un feu sur la plaine.

LA SOCIAL-DEMOCRATIE AGENT DE LA CONTRE-REVOLUTION

C'est alors qu'entrèrent en action le haut commandement allemand et les chefs du SPD, au nom de la bourgeoisie allemande toujours aussi paralysée politiquement. Ludendorff ne voulait pas que ce soit le haut commandement qui présidât à la reddition pour ne pas avoir à porter la responsabilité de la défaite. Il pensait aussi que si l'Allemagne restait une monarchie autocratique, elle ne serait pas dans une position favorable pour négocier la paix, surtout avec le président américain Wilson. De plus, il espérait détourner la vague révolutionnaire qui avait touché les ouvriers et les soldats. Il proposa donc d'instaurer une monarchie constitutionnelle "démocratique".

Ludendorff prit contact avec Ebert, le chef du SPD, et c'est ensemble qu'ils se lancèrent dans la course politique pour arrêter le cours de la révolution sociale. Le prince Max de Bade fut nommé chancelier. Il représentait l'"aile gauche" des familles princières allemandes. Il était partisan de ce qu'il appelait l'"impérialisme éthique". Un gouvernement de coalition fut mis en place sous les auspices du haut commandement.

à son collègue Max de Bade qu'il fallait renoncer à la monarchie si on voulait avoir une chance quelconque de faire échec à cette lutte de classe. Le prince fit alors le calcul suivant: "Je me suis dit que la révolution était sur le point de gagner, qu'on ne pourrait pas la battre, mais peut-être l'étouffer. C'était le moment de venir avec l'abdication, Ebert à la chancellerie, et d'appeler le peuple à définir sa propre constitution dans une assemblée constituante nationale. Si c'est Ebert que les masses désignent comme tribun du peuple, nous aurons la république; si c'est Liebknecht, nous aurons aussi le bolchévisme. Mais si Ebert était nommé chancelier impérial par le Kaiser au moment de son abdication, il resterait encore un mince espoir pour la monarchie. On réussirait alors peut-être à canaliser l'énergie révolutionnaire en la dirigeant sur une campagne électorale" (Mémoires du prince Max de Bade [traduit par nos soins]).

Max de Bade ne parvint pas à persuader son cousin le Kaiser d'abdiquer. Alors, il publia une déclaration disant que le Kaiser avait abdiqué. Finalement, ce dernier abdiqua quelques heures plus tard, s'étant rendu compte que sa garde impériale d'élite ne voulait plus le défendre. Le 9 novembre, le prince Max démissionna de son poste de chancelier en faveur d'Ebert. Mais ses plans pour sauver la monarchie se réduisirent à néant, car, face à une manifestation massive des ouvriers de Berlin, Scheidemann, chef du SPD et secrétaire d'Etat, proclama la république de son balcon, de peur que Liebknecht ne proclame la révolution socialiste.

Le jour même où Ebert devenait chancelier, les ouvriers de Berlin se rassemblaient et se constituaient en soviets. Le comité exécutif du soviets de Berlin, le conseil des commissaires du peuple, était composé de trois représentants du SPD et de trois membres des "indépendants" qui venaient de se constituer (USPD -- Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne). Ebert était un des représentants du SPD dans le conseil des commissaires du peuple. Il utilisera cette position pour démanteler le soviets de Berlin et tous les autres soviets d'Allemagne dès qu'il le pourra.

Quand il se lança dans cette tâche contre-révolutionnaire, Ebert était loin d'être certain de réussir. L'USPD, qui venait de se former, attirait de plus en plus d'ouvriers dégoûtés par le social-impérialisme du SPD. L'USPD s'était créé en avril 1917. Il se composait de représentants du centre social-pacifiste à la Kautsky et Hilferding et des spartakistes. Ces deux tendances avaient été exclues du SPD pour avoir tenu un congrès commun quelques temps plus tôt en 1917. Une des tragédies du communisme allemand -- et ce qui sera plus tard une des causes de sa faiblesse --, c'est que, si Luxemburg s'est bien rendu compte que le SPD, le 4 août 1914, était devenu "un cadavre puant", la gauche n'en a pas tiré les conséquences pratiques. Au lieu de scissionner clairement et de recommencer à zéro, Lieb-

knecht, Luxemburg et leurs camarades avaient choisi de rester à l'intérieur du SPD, puis de l'USPD.

Eperonné par la menace d'une révolution et conscient du cours que prenaient les événements en Russie, Ebert s'acharna à assurer une solide majorité SPD au congrès national des conseils à Berlin en décembre. Il réussit à y faire adopter sa proposition d'élections à une assemblée nationale constituante. Son objectif était de faire passer le pouvoir, rapidement et dans l'ordre, aux mains de la bourgeoisie.

La victoire d'Ebert en décembre fit comprendre aux spartakistes que leur appartenance à l'USPD était une pierre attachée à leur cou. Luxemburg, Liebknecht, Leviné et Jogiches décidèrent finalement de rompre avec l'USPD et de proclamer le Parti communiste d'Allemagne (KPD). Lorsque fut créé le KPD, Lénine déclara que la Troisième Internationale venait de prendre corps. Pour lui, la création du KPD était un événement historique mondial. L'attitude des fondateurs du KPD était bien différente. Ils étaient sceptiques quant à la possibilité de former une nouvelle internationale. D'ailleurs, Eberlein, le délégué du KPD au premier congrès de l'Internationale communiste, avait reçu comme instruction de s'opposer à la formation d'un nouveau parti révolutionnaire international! Cela montrait bien que la nécessité d'une scission avec l'USPD, réalisée tardivement, n'avait pas été bien comprise.

Quant à Ebert et à ses patrons du haut commandement, ils n'allaient



Eugen Leviné

pas compter uniquement sur les élections à l'assemblée constituante. Il fallait écraser les soviets par une répression sanglante. Fin décembre, la social-démocratie et l'armée, travaillant main dans la main, entrèrent en action contre les ouvriers. Leur principale cible fut la division de marine populaire, des marins de la Baltique venus pour protéger le soviets berlinois des ouvriers et des soldats. Le gouvernement d'Ebert essaya de démobiliser cette unité en renvoyant les marins chez eux "pour Noël", sans solde. Les marins armés n'apprécièrent guère ce geste et occupèrent bon nombre de bâtiments. Ce qui effraya le SPD et la bourgeoisie. Ebert tenta de faire venir des troupes "sûres" dans la ville pour réprimer les marins. Il échoua. Les troupes ne s'avèrent pas sûres.

Les pitreries d'Ebert avaient confirmé dans l'esprit des masses qu'il était en collusion avec le corps des officiers. Ebert et ses amis du haut commandement tirèrent les leçons du fiasco de la division populaire de la marine. Ils firent venir des unités contre-révolutionnaires, des formations militaires spéciales recrutées parmi les officiers, financées et armées par l'Entente, qu'on utilisait pour combattre le "bolchévisme" en Prusse orientale et en Lituanie.

La tentative d'écraser la division de marine populaire fit considérablement grimper la chaleur politique à Berlin. Cela convenait parfaitement à Ebert. Maintenant qu'il avait des troupes sûres, il pouvait se lancer



Moscou, mars 1919 -- Lénine avec le représentant du Parti communiste d'Allemagne lors de la fondation de l'Internationale communiste.

de Hindenburg et de Ludendorff que tout était fini.

Une vague révolutionnaire balaya l'Allemagne. Elle fut déclenchée par la révolte des marins de la flotte qui refusèrent de quitter le port de Kiel, en Allemagne du Nord, comme leurs officiers le leur en donnaient l'ordre, pour aller briser le blocus imposé par la flotte britannique depuis pratiquement le début

Il était composé du SPD, du parti catholique du Centre et du parti progressiste. Le social-démocrate Scheidemann devenait ministre sans portefeuille et son camarade Bauer ministre du Travail.

Mais la monarchie constitutionnelle ne devait jamais voir le jour. Le 8 novembre 1918, éclatait à Berlin une grève massive contre la guerre et l'autocratie. Ebert expliqua alors

Vive Rosa Luxemburg!

Juive, femme et communiste

La LCR et ses Cahiers du féminisme organisent une projection en avant-première de "Rosa Luxemburg", le film de Margarethe von Trotta. Nous ne chercherons pas à faire ici le compte rendu de ce film, que son metteur en scène décrit elle-même comme étant un fragment de la vie de la grande révolutionnaire. Que le film ait été l'objet de critiques, y compris de Tamara Deutscher, la veuve d'Isaac Deutscher, pour le portrait qu'il trace de "Rosa la rouge" comme une vulgaire pacifiste ne préoccupera pas la LCR outre mesure, car ces pseudo-trotskyistes se sont eux-mêmes recyclés dans l'"euro-pacifisme".

Ce film est "beau et émouvant", écrit Tamara Deutscher; néanmoins, une question reste posée: qu'est-ce que la LCR a à voir avec la grande Rosa? Que la LCR se réclame de l'héritage de Luxemburg en projetant ce film est franchement une insulte à sa mémoire!

Durant toute sa vie, Luxemburg s'est battue contre l'énorme influence réactionnaire du cléricau-nationalisme sur la classe ouvrière polonaise, force qui, grâce aux stalinien, est devenue temporairement prédominante sous la forme de Solidarnosc. Ainsi, en 1905, elle écrivait: "Le clergé vit tout autant que la classe capitaliste sur le dos du peuple et profite de la dégradation, de l'ignorance et de l'oppression du peuple. Le clergé et les parasites capitalistes haïssent la classe ouvrière organisée, consciente de ses droits, et qui se bat pour la conquête de ses libertés" (Le socialisme et les Eglises [traduit par nos soins]).

Il est tout à fait logique que Solidarnosc, qui rejette ouvertement et avec mépris jusqu'au terme de "socialisme", dédaigne, à l'instar des stalinien, Luxemburg et tout ce qu'elle a défendu. Luxemburg, femme, juive et communiste, est l'antithèse même de ce mouvement qui comprend des antisémites virulents et des ultra-révolutionnaires. Le programme de Solidarnosc est ouvertement contre-révolutionnaire -- pour la propriété privée de la terre, pour un parlement bourgeois, pour que l'Eglise catholique ait un rôle dominant dans le gouvernement, pour livrer la propriété nationalisée polonaise au Fonds monétaire international, ce cartel de banquiers qui affame les masses chiliennes.

Or, Krivine et Cie ont honteusement capitulé devant Solidarnosc dès le début. En août 1980, avant même qu'une direction contre-révolutionnaire ait définitivement pris la tête de Solidarnosc, la LCR en a appuyé les plus rétrogrades des revendications -- telles que l'accès de l'Eglise aux médias. Elle a soutenu les koulaks de Solidarnosc rural et la tentative de prise du pouvoir par Walesa en décembre 1981. Après que Jaruzelski eut mis en échec cette tentative de coup d'Etat, Solidarnosc commença à se désagréger et la LCR s'est mise à y chercher une "aile gauche" comme feuille de vigne.

Ainsi, la LCR a fait cause commune avec les réactionnaires pilsudskistes qui haïssent toutes les causes défendues par Lénine et Luxemburg. De façon typique, elle s'est saisie des faiblesses de Luxemburg, en particulier ses critiques contre les actes "anti-

démocratiques" des bolchéviks. (Mais Rosa ne publia jamais la Révolution russe, qui a toujours servi de référence aux sociaux-démocrates et à leurs copains.) Et Rosa aurait sans aucun doute condamné le programme "auto-gestionnaire" de Solidarnosc pour le démantèlement de l'économie collectivisée et planifiée en Pologne, comme en témoignent ses polémiques



Ullstein
Rosa Luxemburg, héroïne révolutionnaire. Elle a été assassinée par les sociaux-démocrates.

contre l'économie coopérative avancée par Edouard Bernstein. A la fin de sa vie, elle avait compris que l'appel à une assemblée constituante était une arme de la contre-révolution contre les soviets en Allemagne; on peut imaginer sa réaction à l'appel de Solidarnosc pour des "élections

libres" qui auraient donné le pouvoir à Wojtyla!

Même en critiquant les bolchéviks, Rosa Luxemburg plaçait la responsabilité pour les conditions difficiles dans lesquelles se débattait la jeune République soviétique là où elle se trouvait: en particulier le rôle joué par la social-démocratie allemande dans les interventions impérialistes contre l'URSS. Mais la LCR a tourné le dos à la défense militaire inconditionnelle des acquis d'Octobre et s'aligne derrière la campagne européenne de guerre froide menée par les Suarez et Mitterrand -- les Scheidemann et Noske d'aujourd'hui.

Quant aux Cahiers du féminisme, ce journal approuve sans broncher le soutien de la LCR aux mollahs afghans, qui veulent imposer le voile aux femmes afghanes, et à Solidarnosc pour qui la seule femme qui compte est la madone de Czestochowa et qui a fait campagne contre le droit à l'avortement!

Le prolétariat polonais doit recouvrer son héritage révolutionnaire, l'héritage de Rosa Luxemburg, haï par les contre-révolutionnaires (et crainte par les stalinien), en tant que dirigeante et martyr révolutionnaire, et ce pour pouvoir renverser la bureaucratie stalinienne par la révolution politique prolétarienne et écraser les cléricaux-nationalistes contre-révolutionnaires qui menacent les formes de propriété collectivisées en Pologne.

Quant à la LCR -- ces "trotskyistes" du pape et de l'OTAN --, nous lui disons: "Bas les pattes devant Rosa Luxemburg!"

dans de nouvelles provocations déliées. Il limogea Eichhorn, le préfet de police de Berlin. Emil Eichhorn était aussi membre de l'USPD, ainsi que beaucoup de ses hommes. Cela fournissait, aux yeux de Ebert, un accès trop facile à des munitions pour les ouvriers; c'était aussi un obstacle à la liquidation du soviét de Berlin.

Il était facile de voir où Ebert voulait en venir, et le limogage de Eichhorn provoqua une explosion de colère et de combat. Les représentants des délégués révolutionnaires, ainsi que Liebknecht et Pieck du KPD, se réunirent et lancèrent aux ouvriers un appel à la prise du pouvoir à Berlin. Ce fut fait à l'insu de Luxemburg et du reste de la direction du KPD.

Le lendemain, des centaines de milliers d'ouvriers se répandirent dans toute la ville, en manifestations massives. Mais ils n'étaient ni organisés ni armés. A la fin de la journée, épuisés et désorientés, sans direction, ils rentrèrent chez eux. Les petits groupes d'ouvriers insurgés qui occupaient des positions clés étaient maintenant isolés. C'est le moment que choisit Ebert pour lâcher ses cerbères meurtriers dans la ville. Dix divisions lourdement armées noyèrent dans le sang les quartiers ouvriers de la ville. Luxemburg et Liebknecht furent arrêtés, puis sauvagement assassinés.

Ce modèle de contre-révolution fut appliqué à toute l'Allemagne. Pendant tout l'hiver et le printemps 1919, les troupes allaient se rassembler en forces puissantes aux abords d'une ville ou d'un bourg; les ouvriers allaient être provoqués; les troupes entraient dans la ville et écrasaient le soviét dans le sang. Les philistins, les libéraux et les sociaux-démocrates, tous les dévots du fait accompli vous diront qu'en 1918-19 en Allemagne il n'y avait pas de situation révolutionnaire. Ils affirment que l'issue naturelle de ces soulèvements était la République de Weimar, que c'était cela en fait que la grande majorité des ouvriers voulait. Et ils accusent Luxemburg, Liebknecht et le KPD d'avoir provoqué un bain

de sang inutile pour avoir voulu appliquer un programme désespérément utopique.

C'est un pur mensonge! Le prolétariat allemand et ses aspirations révolutionnaires ont été écrasés par le massacre barbare de dizaines de milliers d'ouvriers. La tragédie, c'est que le jeune Parti communiste d'Allemagne était trop faible pour jouer le rôle de direction nécessaire dans cette situation hautement révolutionnaire. Si les menchéviks et la bourgeoisie avaient pu réaliser leurs desseins pendant les Journées de Juillet à Petrograd, ces mêmes pédales radoteraient aujourd'hui sur le "regrettable utopisme" de Lénine et de Trotsky! Maintenant, ils doivent se contenter de faire leur beurre avec des calomnies antisoviétiques.

Je voudrais vous lire une citation du général Maercker, surnommé le "conquérant des villes"; il commandait les Freikorps dans les expéditions de 1918-1919 contre la classe ouvrière allemande. Voici ce qu'il écrivait au début de 1919: "Presque chaque fois que nous entrons dans une ville, je me posais cette question: Est-ce que notre intervention serait nécessaire si tout le monde était à son poste? Où était la bourgeoisie allemande? Où étaient les ouvriers progouvernementaux? Où étaient nos étudiants, nos ex-officiers, nos sous-officiers et nos soldats? Durant les cinq derniers mois de mon activité en Allemagne centrale [qui a consisté à démanteler les soviets et à assassiner les meilleurs dirigeants ouvriers -- NDLR], j'ai acquis peu de respect pour la capacité constructive de la bourgeoisie, mais j'ai une haute opinion des ouvriers organisés [...]. Les ouvriers bien organisés, disciplinés et prêts à tous les sacrifices, s'affrontent presque partout à une bourgeoisie qui est complètement inorganisée, divisée en quatre ou cinq fractions qui se haïssent mutuellement, peu encline au sacrifice. Les ouvriers opposés au gouvernement disposent d'un grand nombre de dirigeants déterminés [...]. Dans vingt villes d'Allemagne centrale, j'ai à peine trouvé un dirigeant de la population progouvernementale qui soit réelle-

ment remarquable" (A.J. Ryder, The German Revolution of 1918, (1967) [traduit par nos soins]).

Le dernier centre révolutionnaire important à être écrasé fut celui de Munich, capitale de la Bavière, en 1919. Il y apparut à la fin de la guerre un soviét dirigé par Kurt Eisner, membre de l'USPD et lassallien convaincu! Ce soviét avait un aspect d'opérette qui collait assez bien avec le côté opérette de la Bavière, province de l'Allemagne "profonde" peuplée d'une paysannerie catholique dévote sur laquelle régnait depuis des générations une monarchie décadente.

Eisner fut assassiné en février par un militant d'extrême droite. Pourtant, un mois plus tard, inspirés par la proclamation de la république soviétique de Hongrie, les dilettantes, les réformistes et les centristes confus à la tête du soviét de Munich décidèrent de proclamer la république soviétique de Bavière. Leviné, le dirigeant du KPD envoyé à Munich, s'opposa à cet aventurisme d'un gouvernement soviétique sans soviets réels.

Mais les ouvriers forcèrent la main à Leviné et au KPD et, face à la provocation d'extrême droite et à l'intervention militaire imminente, ils prirent le pouvoir. Le pouvoir fut mis dans les mains du KPD, et il n'était plus possible de reculer. Une retraite n'aurait pas sauvé le KPD ou les ouvriers de la répression que le social-démocrate Hoffmann et son commandant militaire Franz Epp (le futur nazi) leur préparaient.

Leviné endossa donc la responsabilité politique imposée au KPD et essaya de donner aux ouvriers un exemple de ce qui pouvait et devait être fait. Il paya cet héroïsme de sa vie. Mais il défendit cet avant-poste de la révolution jusqu'au bout et laissa un exemple dont devaient s'inspirer le KPD et le mouvement ouvrier international.

Le deuxième et dernier jour de son procès à Munich sous la loi martiale, Leviné défendit ainsi l'insurrection de Bavière. Deux jours plus tard, le 5 juin 1919, il passait devant le peloton d'exécution et ses derniers

mots furent: "Vive la révolution mondiale!"

"[...] Monsieur l'avocat général croit que ce sont les dirigeants qui ont entraîné les masses. Mais, de même que les dirigeants n'ont pu éviter aux masses de faire des erreurs pendant le simulacre de République des conseils, la disparition de l'un ou l'autre de ces dirigeants n'arrêtera en aucune manière le cours de l'histoire.

"Je suis cependant sûr d'une chose: à plus ou moins brève échéance, d'autres juges siègeront dans cette pièce et on accusera alors de haute trahison celui qui se sera opposé à la dictature du prolétariat. Rendez votre jugement si vous estimez qu'il est équitable. J'ai, quant à moi, seulement voulu empêcher que l'on souillât mon travail politique, le nom de la République des conseils, dont je me sens solidaire, la réputation des ouvriers munichoïses. Eux comme moi, nous avons essayé ensemble de faire notre devoir, en toute conscience, vis-à-vis de l'Internationale, de la révolution communiste mondiale" (Rosa Meyer-Leviné, Vie et mort d'un révolutionnaire).

(A suivre)

Traduit de Young Spartacus n°121

LE BOLCHEVIK

Abonnez-vous!

30F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe: 40F (par avion: 60F)
Etranger: mandat poste international

NOM: _____

TEL: _____

ADRESSE: _____

Le Bolchévik : B.P. 135-10
75463 Paris Cedex 10

Terrorisme ...

Suite de la page 1

En tout cas, la France est déjà en guerre contre la Libye par factions tchadiennes interposées. Les impérialistes américains déclarent ouvertement que leur politique de guerre vise à "décapiter" l'Union soviétique. Justement ce qu'ils ont tenté de faire au printemps dernier avec leur raid meurtrier et terroriste contre Kadhafi. Et, pendant que les navires US attaquaient la Libye au nord, les troupes françaises faisaient pression sur Kadhafi du sud. Washington a été fâché du refus de Paris de permettre le survol du territoire français par ses F-111 lors du raid contre la Libye. La prochaine fois, les Américains pensent obtenir la coopération française. La presse ici reste presque muette sur le sujet tabou des rapports intimes entre Paris et Washington, mais le *New York Times* du 3 octobre, lui, s'en félicite: "Mi-août, l'administration [Reagan] cherchait à nouveau à s'assurer la coopération européenne contre la Libye. D'après des porte-parole officiels, ces tentatives ont été coulées par l'article paru dans le [Wall Street] Journal [dévoilant la campagne de Reagan de désinformation à propos de la Libye].

"Une de ces tentatives consiste à impliquer la France dans une campagne militaire conjointe pour chasser les forces libyennes du Tchad. Le gouvernement français a dit non après l'article paru dans le [Wall Street] Journal." Troupes françaises hors du Liban, hors d'Afrique! La classe ouvrière de ce pays doit s'opposer résolument à toute nouvelle aventure militaire française en Méditerranée.

A BAS LE TERRORISME IMPERIALISTE!

Et qui sont Chirac, Mitterrand, Reagan ou Peres pour dénoncer le "terrorisme"? Reagan finance et arme les terroristes *contras* au Nicaragua. Les sionistes pratiquent à grande échelle le terrorisme d'Etat contre des populations palestiniennes sans défense. Mitterrand a ordonné l'attentat terroriste contre le *Rainbow Warrior* en Nouvelle-Zélande, une tentative préméditée d'assassiner la direction de Greenpeace et qui s'est soldée par la mort d'un militant pacifiste. Les "époux Turenge" -- les barbouzes auteurs de ce crime odieux -- sont maintenant présentés comme des héros nationaux. Le sang et les cadavres des peuples colonisés, assassinés pour construire l'empire français, feraient déborder tous les fleuves de ce pays! A bas le terrorisme impérialiste!

Début septembre, Paris a eu un aperçu de l'horreur quotidienne de Beyrouth. Pour la presse bourgeoise, "la France" paierait ainsi "ses efforts généreux et désintéressés" pour apporter la paix à un Liban meurtri par la guerre civile et le fanatisme. En fait, l'impérialisme français a essayé depuis des siècles de manipuler à son profit les rivalités entre les différentes factions confessionnelles qui s'affrontent au Levant. Mitterrand avait envoyé ses paras à Beyrouth en 1982 pour désarmer les Palestiniens (rendant ainsi possible le massacre des habitants des camps palestiniens de Sabra et Chatila par des tueurs phalangistes à la solde des sionistes) et pour consolider le régime du gangster maronite Gemayel. Mais le borbier libanais a eu raison de la rapacité française, et Mitterrand-Chirac ne font plus peur à aucune des forces présentes au Liban, que ce soient les diverses milices, la Syrie ou les sionistes.

Ceci ne veut pas dire pour autant qu'on puisse savoir qui est derrière le mystérieux "CSPPA". Très souvent, derrière ce genre de groupuscule, on trouve la main d'un service secret -- et nous n'excluons ni la CIA, ni le Mossad (le service secret israélien), ni un groupe fasciste français. Et nous sommes les seuls à le dire. Car, de l'"extrême gauche" aux fascistes, tout le monde, tout en déplorant les attentats à Paris, accepte

la thèse gouvernementale de la "piste arabe". Solidarité antisoviétique oblige! L'énigmatique Georges Ibrahim Abdallah aurait engagé son itinéraire politique en tant que "marxiste maronite", passant ensuite au Parti populaire syrien, puis au PC libanais et le Front populaire de libération de la Palestine. Mais on ne peut savoir quelle cause il défend. Les "FARL", dont il est soi-disant responsable, ont revendiqué l'assassinat d'un attaché militaire US et d'un agent du Mossad. Mais, au nom de la libération d'Abdallah, le "CSPPA" pose des bombes dans les trains, le métro et les magasins fréquentés par une clientèle arabe! Abdallah ne répudie pas ce groupe. En plus, ces attentats arrivent deux mois avant sa possible mise en liberté conditionnelle -- comme si ceux qui agissent voulaient empêcher sa libération.

Quel que soit ce qu'ils représentent, il reste vrai que la plus grande menace terroriste, c'est l'arsenal thermonucléaire entre les mains de maniaques antisoviétiques de Paris et de Washington. Ils préparent une attaque contre l'URSS afin de récupérer les marchés perdus pour le capitalisme avec la Révolution russe d'Octobre 1917. La "dissuasion" française, partie intégrante du dispositif de l'OTAN, n'a pas d'autre but que prendre en



La délation est organisée officiellement, comme à l'époque de Vichy et de la Gestapo.

otages les dizaines de millions d'habitants des grandes villes soviétiques, menacées d'un holocauste nucléaire sous le feu des sous-marins français.

LES INGREDIENTS DE L'ETAT POLICIER

Le 8 septembre, Chirac incitait les bons citoyens à dénoncer "les objets suspects, les comportements suspects". Une prime d'un million de francs est offerte à qui permettra la capture des "suspects" dont les photos ont été placardées à des milliers d'exemplaires. Le *Monde* du 18 septembre écrivit pudiquement qu'il s'agissait là de "décisions sans équivalent depuis la Seconde Guerre mondiale" -- autrement dit depuis l'époque où les nazis et le régime de Vichy organisaient la délation en masse des Juifs et des résistants! Et le 14 septembre, Chirac déclarait: "Le jour -- et il viendra forcément [...] -- où nous prendrons en flagrant délit un terroriste, il parlera" (le *Monde*, 16 septembre). C'est là le langage des tortionnaires de la guerre d'Algérie, et Chirac, alors jeune et fringant lieutenant engagé dans les "opérations de maintien de l'ordre", ne peut l'ignorer.

Et nous en sommes au onzième militant basque livré pieds et poings liés aux bourreaux franquistes. Droit d'asile politique pour les militants basques et autres victimes de la terreur capitaliste!

Autre symptôme dramatique du climat actuel, le 29 septembre, un tribunal de Nouméa, en Nouvelle-Calédonie, acquittait les meurtriers de dix militants du FLNKS, froidement abattus le 5 décembre 1984 dans une embuscade sous prétexte de "légitime défense". Cette grotesque mascarade judiciaire coloniale n'a

provoqué en France que quelques protestations isolées. Indépendance immédiate de la Nouvelle-Calédonie et de toutes les autres colonies françaises!

C'est grâce au consensus antisoviétique, qui va des fascistes à l'"extrême gauche", que Chirac a pu décréter impunément des mesures d'exception racistes qui foulent aux pieds les droits démocratiques les plus élémentaires, quand elles ne sont pas en outre purement et simplement illégales. La "loi antiterroriste", modèle de loi scélérate qui réinstitue un tribunal d'exception entièrement à la botte du gouvernement, est passée comme une lettre à la poste. L'arrestation, le 11 septembre, de douze ressortissants du Proche-Orient installés en France depuis des années, dont l'un -- un menuisier de nationalité jordanienne vivant en France depuis 14 ans et ayant demandé sa naturalisation en 1982 -- sera torturé par des policiers de la DST pour avoir refusé de servir d'informateur, était un message. Un flic déclarera à une des victimes de cette rafle: "Vous sortez, mais on pourra vous expulser quand on le voudra. On fait ce qu'on veut" (*Libération*, 16 septembre).

L'arrestation/enlèvement de Frédéric Oriach, individu isolé que la presse s'ingénie à présenter comme un "dirigeant de l'"extrême gauche" ou "un des acteurs du terrorisme en France", visait à rappeler ce même point: "On fait ce qu'on veut." Oriach est maintenant inculpé d'"apologie de crimes et de meurtres" pour avoir déclaré le 12 juin qu'il ne regrettrait pas la mort du général Audran, revendiquée par Action directe, parce qu'il était un trafiquant d'armes. Nous ne savons pas qui est Oriach, peut-être même croit-il aux élucubrations qui font les délices des torchons journalistiques, mais cette inculpation pour délit d'opinion est sinistre et dangereuse.

Les principales victimes des mesures décrétées par Chirac le 14 septembre sont évidemment les immigrés. Car ces mesures procèdent directement de la "logique" lepeniste: "étrangers" = "terroristes". Le rétablissement des visas d'entrée pour les étrangers, y compris pour les résidents, le "bouclage" des frontières par des patrouilles mixtes armées-police signifient l'intensification de la chasse aux immigrés "clandestins" et de nouvelles entraves au déplacement des familles des travailleurs immigrés. La police expulse à tour de bras, y compris des étrangers installés légalement depuis de nombreuses années en France. Halte aux expulsions et à la chasse aux "clandestins"! Pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés et leur famille! Dissolution des CRS et autres brigades d'exception! Flics hors des quartiers immigrés!

Et que font les "défenseurs des droits de l'homme", si prompts à s'émouvoir du sort d'un Sakharov ou d'un Valladarès? Les pseudo-trotskyistes cramponnés aux basques du PS cherchent le nouveau front populaire "dans l'opposition", avec la social-démocratie et ses succursales (comme SOS-Racisme). Mais ce sont les gouvernements "socialistes" qui se sont succédé de 1981 à 1986 qui ont envoyé les flics briser la grève des OS immigrés de Talbot-Poissy et dénoncé ceux de Renault-Flins comme des "intégristes musulmans", qui ont organisé la répression policière contre les immigrés, qui ont commencé les expulsions de Basques vers l'Espagne. Le "démocratisme" de ces gens est complètement soumis aux besoins du capitalisme et de sa campagne antisoviétique.

Il ne faut pas non plus compter sur la direction du PCF, qui hier occupait un strapontin dans le gouvernement d'austérité et de guerre froide de Mitterrand et qui aujourd'hui capitule devant l'"union sacrée" autour des mesures d'exception de Chirac. Le 19 septembre, Marchais s'est rendu à Matignon, ainsi que les dirigeants des autres groupes parlementaires (Le Pen compris) pour exprimer sa solidarité avec Chirac. A sa sortie, il déclarait: "Nous comprenons et nous approuvons toutes les initiatives prises, ou qui doivent être prises, pour veiller

sur la sécurité des Français afin de mettre en échec les plans des terroristes. Nous avons ajouté que cela devait être fait en prenant bien la précaution de ne pas exciter les gens, de ne pas provoquer la suspicion exagérée, de ne pas exciter le racisme, de ne pas faire le jeu de l'extrême droite qui voudrait profiter de cette situation pour porter des coups à la démocratie" (*L'Humanité*, 20 septembre). Mais quelles "précautions" peuvent bien empêcher des mesures anti-immigrés d'exciter le racisme et des mesures d'exception antidémocratiques de faire le jeu de l'extrême droite? Le climat actuel profite aux forces réactionnaires les plus sinistres. Le Pen se contente pour le moment de fustiger l'incapacité du gouvernement, de réclamer des mesures répressives plus dures et plus ouvertement anti-immigrés et un portefeuille dans un "gouvernement d'union nationale". Mais il s'est senti suffisamment fort pour manifester à Paris, le 22 septembre, défiant l'interdiction de Chirac. Et déjà la FPIP, "syndicat" policier fasciste, dénonce la "démocratie ploutocratique" et proclame que "seul un régime fort fondé sur les concepts d'ordre et de nation et faisant fi de toutes les théories humanitaristes décadentes sera notre salut" (le *Monde*, 18 septembre). Ces gens-là ne sont pas une poignée d'excités inoffensifs, ils sont armés! C'est seulement par hasard que les fascistes à Toulon, cet été, n'ont pas réussi un effroyable attentat raciste. Groupes de défense ouvriers/immigrés!

BIG BROTHER ET LA PEUR DE CLASSE

La presse s'est aussi faite l'auxiliaire d'une campagne d'intimidation destinée à terroriser quiconque se réclame de la lutte anti-impérialiste. Le 10 septembre, le *Figaro* publiait un article diffamateur intitulé "Ces Français qui aident les terroristes", dans lequel le journal d'Hersant s'attaquait à Martine Toulotte, militante de la LCR inculpée de "recel de malfaiteurs" pour avoir hébergé des membres présumés des FARL (à une époque où ils n'étaient poursuivis pour aucune sorte d'infraction) et emprisonnée pendant trois mois au printemps dernier (avant qu'une campagne de défense aboutisse à sa libération). Même si l'organisation dans laquelle elle milite s'est mise au pas depuis longtemps en soutenant le front populaire de Mitterrand et son antisoviétisme farouche, son inculpation est une épée de Damoclès brandie au-dessus de la tête de tous les militants et ouvriers par un gouvernement qui veut passer le message qu'aucune contestation ne sera tolérée. Levée immédiate des inculpations contre Martine Toulotte!

La bourgeoisie organise la revanche sociale, mais elle craint toujours un sursaut de la classe ouvrière. La "cohabitation" est par définition instable, et les partis de la "majorité" sont à couteaux tirés. La crainte et le mythe de la "subversion" d'extrême gauche, qui transparaissent clairement dans la campagne "antiterroriste" actuelle, sont le reflet de cette peur de classe, cette peur du potentiel révolutionnaire accumulé dans une société ravagée par la crise économique, le chômage et la terreur raciste.

Pour transformer ce potentiel en force politique active, il faut un parti révolutionnaire léniniste d'avant-garde avec une perspective politique claire: un gouvernement ouvrier qui socialisera l'économie, après avoir arraché le pouvoir des mains de la bourgeoisie, et qui désarmera les auteurs de guerre impérialistes.

La Ligue trotskyste, section française de la tendance spartaciste internationale, s'est fixé pour tâche la construction d'un tel parti. L'heure n'est pas à céder au désespoir et à la démoralisation, mais à aller de l'avant en participant à ce combat. Il est bien possible que le prolétariat de ce pays veuille bientôt fêter dignement le bicentenaire de la grande révolution de 1789. Et, à ce moment, la présence d'un parti léniniste, même numériquement faible, sera le facteur décisif.

PCI ...

Suite de la page 4

intérêts fondamentaux du prolétariat" (*Informations ouvrières* n°717, 10-18 septembre 1975)!! Par stalinophobie, l'OCI venait, elle, de rejoindre le côté des intérêts fondamentaux de la "démocratie" bourgeoise.

Lambert a longtemps profité cyniquement des trahisons des autres réformistes et centristes pour se donner une face "dure". En 1979 encore, il se servira de la capitulation du Secrétariat unifié de Mandel et Barnes sur le Nicaragua pour entraîner, avec ses partisans sociaux-démocrates qui scissionnèrent de la LCR, des éléments à gauche qui ne voulaient pas, avec raison, se transformer en supporteurs inconditionnels de nationalistes petits-bourgeois. La Ligue trotskyste s'est alors adressée à ces militants, par voie de tracts et d'articles dans notre journal, en les avertissant qu'accepter les menottes lambertistes ce serait devenir les supporteurs de la social-démocratie.

Le Rubicon réformiste franchi, Lambert ira même jusqu'à renier ses propres combats passés. En retirant en 1983-84 ses militants de la FEN (qu'il avait défendue comme expression de l'unité syndicale), et ce pour créer des syndicats FO dans l'éducation nationale, il achèvera sa fusion avec la bureaucratie anticommuniste de FO, achevant par-là même le travail commencé par la CIA en 1947. Toute peine mérite salaire, et celui de Lambert, ce sont ces permanents FO que lui finance Bergeron (plus de 300 pour une organisation supposée de 3000 membres réels, estime Lang) -- ce même Bergeron qui est copieusement arrosé par les dollars de Reagan, au même titre que Solidarnosc, les mollahs afghans, les *contras* nicaraguayens et autres combattants de la "liberté" et de la "démocratie" contre le "totalitarisme soviétique".

REFORGER LA QUATRIEME INTERNATIONALE

Comme nous l'avons écrit dans "Le healysme impose" (*Spartacist*, édition française, n°23-24) à propos de la bande de charlatans cyniques à la direction du WRP de Healy: "Pour les marxistes, la 'moralité' est inextricablement liée au programme. La boussole politique des spartacistes, c'est une fidélité sans faille au trotskysme révolutionnaire -- défense authentique et concrète de l'Union soviétique contre l'impérialisme et contre la bureaucratie stalinienne traître, construction d'un parti international de la révolution prolétarienne. Et cela engendre une certaine superstructure, une certaine moralité. Nous avons la chance d'être les héritiers d'une tradition sans interruption, qui a commencé avec le parti américain de la Révolution russe -- le Parti communiste -- et qui s'est poursuivie en passant par le SWP de James P. Cannon jusqu'à la Spartacist League, le parti qui est aujourd'hui reconnu comme le parti trotskyste des Etats-Unis."

C'est ce que précisément Just et Lang, à avoir trop longtemps côtoyé Lambert, sont bien incapables de comprendre. Ils sont même près de rejeter aussi la Quatrième Internationale. A la question "Et si le PCI n'est pas redressé?", Just répond: "Il faudrait alors faire un bilan de la IVème Internationale et de sa crise [...]. Mais peut-être faudra-t-il conclure que la IVème Internationale, faute d'avoir pu s'enraciner, faute d'avoir été au rendez-vous de l'histoire en 1951-53 a pourri sur place et a pourri par la tête [...]" ("Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI"). C'est la même logique qui guette Lang quand il renvoie dos à dos pablisme et "lambertisme" dans les années 50.

La lutte pour reforcer la Quatrième Internationale n'est possible qu'en se réappropriant la lutte contre le révisionnisme pabliste, la lutte contre le réformisme du SWP, la lutte contre le social-démocratisme stalinophobe de l'OCI-PCI -- le combat et le programme de la tendance spartaciste internationale.

Dockers US ...

Suite de la page 5

en grève, nos camarades de la Spartacist League savaient que l'ILA représente un secteur clé et puissant du mouvement syndical US. Ces ouvriers ont une forte tradition de respect des piquets de grève et ils comptent parmi eux un nombre significatif de Noirs combattifs. De plus, cette grève n'aurait pas pu être facilement isolée, contrairement aux abattoirs de Hormel perdus dans une région rurale du Minnesota. Plus encore des millions d'ouvriers étaient prêts à se regrouper derrière les dockers et avaient le sentiment que finalement quelqu'un allait se colleter ces racistes, casseurs de syndicats!

Nos camarades de la SL/US ont donc rapidement sorti un supplément de quatre pages à leur bi-hebdomadaire *Workers Vanguard* intitulé: "Il faut gagner celle-ci!" Nos camarades ont reçu un accueil franchement favorable, et ce particulièrement dans le Sud, où les sections de l'ILA sont des bastions syndicaux noirs, où notre programme lutte de classe et notre perspective d'intégration raciale révolutionnaire sont d'une actualité brûlante.

En trois jours, les équipes spartacistes ont touché 36 villes, distribuant 250 000 suppléments sur les trois côtes américaines, aux ouvriers de Boeing, aux sidérurgistes en grève, aux employés du métro à New York, Philadelphie et Chicago, et partout dans les communautés noires. Les membres de l'ILA ont réellement

apprécié le supplément; nous étions presque les seuls à les défendre. On pouvait trouver le supplément sur les comptoirs des commerçants noirs; des caissières de supermarchés le glissaient dans les sacs à provisions. Le journal de nos camarades américains a touché une corde sensible parce qu'il s'adresse aux questions immédiates auxquelles les ouvriers et les opprimés sont en butte. Il exprimait un programme pour vaincre les briseurs de syndicats, pour écraser le KKK, pour forger un parti ouvrier capable de gagner la guerre faite aux Noirs et au mouvement ouvrier.

Une grève sur les quais de la côte est et du golfe du Mexique paralysait une grande partie de l'économie. Elle désorganiserait aussi l'envoi d'armes par le Pentagone à ses alliés anticommunistes, de l'Etat sioniste d'Israël aux *contras* de Reagan. Le gouvernement US attaquera sûrement une grève sérieuse des dockers ou de Boeing comme une menace à la "sécurité nationale", sinon comme une assistance directe "au terrorisme soutenu par les Soviétiques". De telles grèves deviendront de fait politiques dès le début. C'est pourquoi nous disons: Il faut combattre la course à la guerre antisoviétique en menant une guerre de classe contre les bellicistes impérialistes! Il est significatif que la dernière grande grève des dockers a eu lieu en 1971, en pleine guerre du Vietnam, quand l'ILA et l'ILWU sont simultanément partis en grève. Les bureaucrates l'ont cassée, mais nos camarades de la Spartacist League se sont alors battus pour des grèves ouvrières politiques contre la guerre et le gel des salaires de Nixon.

Derrière la capitulation de la bureaucratie syndicale, il y a la militarisation antisoviétique. Parce que les bonzes de l'ILA soutiennent la campagne belliciste, ils ont ordonné à leurs membres de charger des cargaisons militaires, trahissant leur propre grève pour voler au secours de Savimbi, le fantoche de Reagan, et de Botha. Ce ne sont pas seulement les bureaucrates syndicaux, qui soutiennent le Parti démocrate, qui ne veulent pas mobiliser contre le cassage des grèves par le gouvernement, Winpisinger, le chef social-démocrate de l'IAM a tout fait aussi pour éviter la grève à Boeing. Le Parti démocrate est un ferme partenaire de Reagan et des Républicains dans la course à la guerre antisoviétique.

Pour gagner, les ouvriers auront besoin de mobiliser le soutien de larges couches de la population américaine. Les USA peuvent s'embraser dans un soulèvement contre la Maison Blanche. Mais, pour que les ouvriers et les opprimés en sortent vainqueurs, il faut une direction prolétarienne consciente. Et cela veut dire un parti qui puisse agir comme un "tribun du peuple" -- le devoir que fixait Lénine aux communistes. Une direction ouvrière reconnue et combative doit être forgée aux USA en opposition irréductible aux impérialistes et à la bureaucratie syndicale raciste et pro-impérialiste. La Spartacist League/US a pour objectif de construire un tel parti ouvrier afin de diriger la lutte pour un gouvernement ouvrier qui pourra enfin amener la liberté et la justice pour tous les exploités et opprimés.

LO ...

Suite de la page 5

sabotent les luttes des travailleurs, les révolutionnaires ne cherchent évidemment pas à casser encore plus la lutte mais à empêcher le sabotage. Ils appellent à transformer les "piquets filtrants" en véritables piquets de grève, qui sont précisément le moyen de consolider et d'étendre la grève, de gagner les hésitants, d'organiser les grévistes dans l'action et enfin, et surtout, de protéger la grève contre les jaunes et les flics, et de l'étendre aux autres usines.

Lors de la grève de Talbot-Poissy, qui a été un moment crucial de la lutte de classe contre le front populaire de Mitterrand, un de nos camarades ouvriers à Renault-Cléon avait été à l'initiative d'une délégation de solidarité d'ouvriers de Cléon auprès des grévistes de Talbot, pour tenter de rompre l'isolement de ces grévistes, en grande partie immigrés, et avancer un programme et une perspective d'action pour un comité de grève qui lui permette d'organiser et d'étendre la grève aux autres usines en aval et en amont avec des piquets volants, etc. Les militants de Lutte ouvrière à Cléon étaient absents de cette délégation et l'ont depuis dénigrée.

Pour LO, la critique des bureaucraties réformistes commence et s'arrête à la question de la démocratie ouvrière, comme l'indique le nom du syndicat qu'ils ont créé à Renault-CKD après avoir été exclus de la CGT en 1979. Mais à une époque où le front populaire de guerre froide de Mitterrand se servait précisément de l'étendard de "la démocratie" pour alimenter son antisoviétisme et son anticommunisme, ce programme minimum ne pouvait que consolider la base de Démocratie ouvrière autour d'un "anticégétisme" anticommuniste.

La démocratie ouvrière n'a de sens que dans le cadre de la lutte pour le programme révolutionnaire. Dans les *Syndicats à l'époque de la décadence impérialiste* (1940), Léon Trotsky écrivait: "A l'époque de l'impérialisme décadent, les syndicats ne peuvent être réellement indépendants que dans la mesure où ils sont consciemment dans l'action des organes de la révolution prolétarienne. Dans ce sens, le programme transitoire adopté par le dernier congrès de la Quatrième Internationale

est non seulement le programme d'activité du parti mais, dans ses lignes essentielles, également le programme de l'activité syndicale". Malheureusement LO considère le Programme de transition de Trotsky comme un *programme maximum* que les travailleurs ne sont "pas prêts" à accepter.

Si on refuse d'avancer le programme révolutionnaire, l'"antistalinisme" devient simplement une capitulation devant l'anticommunisme. Dans sa *Lettre aux travailleurs d'URSS* de 1940, Trotsky écrivait: "Ceux-là qui sont incapables de défendre ce qui a déjà été obtenu ne peuvent lutter pour de nouvelles conquêtes", et il ajoutait qu'il était du devoir des révolutionnaires de "défendre d'arrache-pied chaque position gagnée par la classe ouvrière, que ce soit ses droits démocratiques, l'échelle des salaires, ou cette immense conquête de l'humanité qu'est la nationalisation des moyens de production et l'économie planifiée". Effectivement, qu'il s'agisse des piquets de grève ou des acquis d'Octobre, LO est toujours prête à jeter le bébé avec l'eau du bain.

Daniloff ...

Suite de la page 12

l'ambassade et a rencontré deux représentants de la CIA dans un endroit sûr pour discuter de ses relations avec le père Roman. D'après les Soviétiques, un officier de la CIA a ensuite pris contact avec le prêtre, en se présentant comme un "ami" du reporter "Nikolaï". Le *New York Times* du 6 octobre rapporte: "M. Daniloff a déclaré que d'abord il avait présumé que les preuves [soviétiques] étaient forgées de toutes pièces, mais que, depuis son retour à Washington, il a appris qu'un officier de la CIA à Moscou a effectivement communiqué avec le père Roman." Il est significatif que l'homme que les Soviétiques identifient comme le chef de la station de la CIA, Murat Natirboff, a quitté Moscou environ trois jours après que Daniloff a été arrêté.

Pendant que les médias US piquaient leur colère à propos de l'arrestation de Daniloff, nous exigeons "un procès honnête: un procès ouvert, public, avec les avocats de son choix et strictement dans le cadre du droit soviétique" (*Workers Vanguard* n°411, 12 septembre). Mais les garants

de Daniloff avaient une peur bleue d'un procès équitable. Donc ils l'ont sorti du froid pour en faire un colporteur de la "liberté". Daniloff est allé immédiatement à la Maison Blanche pour chanter les louanges de Reagan, et, de là, il est allé à Disney World pour fêter le bicentenaire de la constitution US avec Mickey et ses copains. Burger, le chef de la Cour suprême qui vient de prendre sa retraite, et Phyllis Schlafly, de l'extrême droite.

Inutile de le dire, on n'a pas vu de grands titres sur cinq colonnes à la une du *New York Times* et autres *New York Post* du genre: "La preuve des liens de Daniloff avec la CIA". Mais il est réconfortant que, en plein tohu-bohu sur Daniloff, un sondage Gallup ait indiqué que 32% des Américains pensaient que Daniloff était un espion. Cela a consterné les présentateurs de télévision qui s'inquiétaient sur les ondes que, 10 ans après le Vietnam et le Watergate, le peuple américain ne faisait toujours pas confiance à son gouvernement. On se demande pourquoi. Les conseillers en audiovisuel de la Maison Blanche continuent à oublier qu'on ne peut pas tout le temps prendre tout le monde pour des idiots, et maintenant quelques-unes de leurs interminables campagnes de désinformation éclatent en plein dans la figure de Reagan.

-- Traduit de *Workers Vanguard* n°413

Pour contacter la Ligue trotskyste

Lyon M. Delalandre
BP 7104
69353 Lyon Cedex 07
Tel: 78 58 62 17

Paris Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tel: 42 08 01 49

Rouen M. Benoît
BP 817
76009 Rouen Cedex
Tel: 35 71 20 86

Une grève des mineurs noirs en Afrique du Sud

Le jour où ils ont arrêté l'or

Le 1er octobre, plus de 250 000 mineurs noirs sud-africains ont fait une grève de 24 heures, répondant à l'appel du National Union of Mine-workers (syndicat national des mineurs). Cette grève était une journée nationale de deuil en l'honneur des 177 mineurs, presque tous des Noirs, qui ont péri le 16 septembre au cours d'un incendie dans la mine de Kinross, qui appartient à la compagnie Gencor, connue pour être féroce et antisyndicale. Dans la plus grande grève de mineurs jamais connue, les ouvriers des mines de Gencor et ceux du gigantesque conglomérat de l'Anglo-American ont tari pour un jour le flot d'or des patrons de l'apartheid. Cette action a joui d'un large courant de sympathie parmi les masses opprimées d'Afrique du Sud. Quelque 250 000 autres travailleurs, en particulier dans les industries chimiques et métallurgiques, ont apporté leur soutien aux mineurs en faisant grève ou en tenant des cérémonies funèbres. Les morts de la mine n°2 de Kinross ont été victimes d'un assassinat de masse. Les seigneurs du rand détruisent systématiquement les vies des travailleurs noirs en poussant les cadences jusqu'à la limite et au-delà. Cette catastrophe a provoqué la colère contre les vampires de l'industrie minière et le système brutal qui les soutient. Ce jour-là, les patrons et le gouvernement blanc ont dû reculer face à la ferme détermination des mineurs. Encore une fois, tout comme dans la grève de masse du 16 juin commémorant le massacre de Soweto en 1976, les ouvriers noirs ont porté un coup sévère à l'état d'urgence de Botha. Les cérémonies funèbres se sont tenues pratiquement sans incident. Les barons de la mine ont été forcés

Les obsèques des victimes de Kinross. Les mineurs noirs sud-africains expriment leur rage contre les patrons meurtriers.



de regarder de loin les mineurs noirs couper la source de leurs profits.

Une semaine auparavant, le 25 septembre, dans la township de Embalenhle, à proximité du puits n°2 de la mine de Kinross, des milliers d'ouvriers des six mines environnantes assistaient à une cérémonie du souvenir au stade du bidonville. Winnie Mandela, la femme de Nelson Mandela, dirigeant de l'African National Congress (ANC), en prison depuis des décennies, s'adressait à la foule rassemblée, mettant le doigt sur le point névralgique en Afrique du Sud: "Il pourrait bien venir un temps où vos dirigeants vous demanderont de plus grands sacrifices qu'une grève de 24 heures, parce que vous extrayez

les richesses qui leur permettent de rouler dans ces Casspirs [transports de troupes blindés].

"Le jour où vous arrêterez de tirer du sol leur or, leurs diamants, ce jour-là nous serons libres. Vous extrayez la richesse. Vous tenez dans vos mains cette clé d'or pour notre libération" (New York Times, 25 septembre). Les mineurs répondirent aux cris de "Amandla!" (Pouvoir!), "Awetu!" (Ça sera à nous!)

Mais quand l'ANC parle des mineurs comme la clé de la "libération" en Afrique du Sud, il exprime quelque chose de très différent de l'aspiration qu'ont les masses noires à avoir les forces pour accomplir une révolution sociale et se libérer de l'escla-

vage salarié de l'apartheid. Au contraire, l'ANC cherche à utiliser le soulèvement, qui dure depuis deux ans, pour négocier un "partage du pouvoir" avec les éléments "libéraux" de la classe dirigeante blanche représentés par le président de l'Anglo-American Gavin Relly. Le prolétariat noir sud-africain a la puissance nécessaire pour écraser l'esclavage de l'apartheid! Ce qu'il faut de façon urgente, c'est la direction révolutionnaire d'un parti d'avant-garde multiracial pour exproprier les vampires de la classe dirigeante de l'apartheid et pour mettre en place en Afrique du Sud un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs.

-- traduit de Workers Vanguard n°413

Pourquoi les USA craignaient le procès d'un "journaliste"

Le dossier Daniloff

Quand, le 30 août, le KGB a arrêté pour espionnage Nicholas Daniloff, "correspondant" à Moscou de *US News and World Report*, Reagan s'est mis à hurler que c'était un "otage innocent": il aurait été emprisonné simplement pour être échangé avec Guennadi Zakharov, un employé soviétique à l'ONU, arrêté par le FBI à New-York la semaine précédente. La présidence tonnait que les deux cas étaient complètement "différents" et qu'il n'y aurait en tout cas "pas d'échange". Mais ils ont vite changé de ton quand le bruit a couru qu'effectivement les deux hommes seraient échangés (en y collant la feuille de vigne d'un "dissident" soviétique).

Les conservateurs reaganiens abasourdis ont accusé Reagan de "flancher". "Je n'ai pas flanché", protesta Reagan, et, une fois le marché conclu, il a dit sèchement: "Ils ont flanché." Edouard Chevardenadze, le ministre soviétique des Affaires étrangères, faisait correcte-

ment remarquer que la question n'était pas de savoir "qui a flanché le premier", dans la mesure où l'Union soviétique, au moins, ne considère pas ses relations avec les USA comme s'il s'agissait d'un match de foot. Mais il est clair que l'administration Reagan est brusquement devenue extrêmement anxieuse de faire sortir Daniloff. Que s'est-il passé?

Maintenant, même les hauts fonctionnaires US admettent qu'il fallait échanger Daniloff parce que, comme le disait un représentant du gouvernement qui a conservé l'anonymat, "il était très, très important d'éviter un procès". Pourquoi? Comme l'a rapporté *Newsday* le 2 octobre: "Les Etats-Unis devaient sauver Daniloff: un loupé de la CIA l'a 'désigné' comme espion." Un reportage sur la promotion de 1956 à Harvard a fait surface, reportage où Daniloff fait remarquer d'"un ton enjoué" que "je suis devenu journaliste par hasard", parce que "la CIA... trouvait que je manquais d'esprit" (*Boston*

Globe, 13 septembre). Pire, Daniloff "montrait des signes du 'syndrome de Stockholm'", c'est-à-dire qu'ils avaient peur qu'il se mette à parler!

Bref, l'administration Reagan avait peur que "les Soviétiques puissent établir un cas d'espionnage apparemment crédible", comme le formulait délicatement le *Los Angeles Times* du 2 octobre. Par exemple, le *Times* note que pendant l'été 1985 Daniloff a obtenu de son ami soviétique "Micha" une carte soviétique de l'Afghanistan, avec, en russe, une mention "secret", carte qu'il a envoyée à son rédacteur. Un responsable de *US News* a admis avoir vu la carte, la décrivant comme "une carte qu'on met au mur -- un truc pour positionner les troupes".

Daniloff reconnaît ouvertement avoir livré à l'ambassade US en janvier 1985 une enveloppe venant d'un prêtre connu sous le nom de père Roman. D'après *Newsday*, cette enveloppe "contenait d'autres enveloppes, dont l'une adressée au directeur de la



Nicholas Daniloff -- Reagan voulait éviter son procès.

CIA William Casey" et une lettre faisant mention de "fusées et autres sujets militaires". Quelques mois plus tard, Daniloff est retourné à

Suite page 11